

100^e
Depuis 1920

lenouvelliste

MEMBRE DE LA
COOPÉRATIVE
NATIONALE DE
L'INFORMATION
INDÉPENDANTE



Hommage familial pour le capitaine Maxime Miron-Morin
PAGE 7



La FPJQ doit annuler son congrès prévu à Trois-Rivières
PAGE 8



FRANCOEUR
Le dilemme du remboursement
PAGE 10



LA CRISE ET LES DIFFUSEURS
Demeurer pertinent
PAGE 15

Nos abonnés sont priés de noter que cette version de PressReader est offerte uniquement en format numérique. Seule l'édition du samedi comporte également une version imprimée.

CAMPS DE JOUR: QUÉBEC DIT OUI

Les Villes préviennent toutefois que l'offre sera modifiée et le nombre de places sera grandement réduit

PAGES 3 ET 4



PHOTO SYLVAIN MAYER

Les chirurgies reportées pourront reprendre au CIUSSS MCQ

PAGE 2



PAS DE CAMPS DE VACANCES AVEC HÉBERGEMENT CET ÉTÉ

PAGE 5

SOMMAIRE

affaires	13-14
arts et spectacles	15-16
opinions	10-11
sports	17-18

INSOLITE

Ils trouvent un million de dollars et les remettent à la police

WASHINGTON (AFP) — Une famille de l'État américain de Virginie a trouvé le week-end dernier sur la route deux sacs postaux contenant près d'un million de dollars en liquide, qu'elle a très honnêtement remis à la police.

Emily Schantz a raconté à la chaîne de télévision locale WTVR qu'elle était partie en vadrouille en famille, samedi, lorsqu'une voiture devant eux a fait une embardée pour contourner un objet qu'elle n'a pu éviter.

Ils se sont alors arrêtés pour ramasser ce qui leur a semblé être à première vue un gros sac d'ordures, et en ont trouvé un deuxième dans le fossé.

Ce n'est qu'en rentrant de leur excursion qu'ils ont découvert le contenu des deux sacs laissés à l'arrière de leur pick-up: une multitude d'enveloppes en plastique contenant de l'argent liquide.

La famille a courtoisement remis les sacs au bureau du shérif du comté de Caroline, au nord de la capitale de l'État de Virginie, Richmond.

Un geste «exceptionnel», a salué l'un des agents, Scott Moser. «Nous sommes fiers, ils ont bien représenté le comté en se montrant si honnêtes.»

Emily Schantz a confié à WTVR que remettre les sacs à la police était tout simplement «la meilleure chose à faire», car «ils ne nous appartenaient pas».

La police dit ne pas savoir comment les sacs ont pu se retrouver au milieu de la route, mais pense qu'ils étaient destinés à une banque.

NOUS JOINDRE

RÉDACTION: 819 693-5464
redaction@lenouvelliste.qc.ca
opinions@lenouvelliste.qc.ca

ABONNEMENTS: 819 376-2000
abonnement@lenouvelliste.qc.ca

PUBLICITÉ: 819 693-5478
pub@lenouvelliste.qc.ca

PETITES ANNONCES: 819 378-8363
vendu@lenouvelliste.qc.ca

NÉCROLOGIE: 819 378-8363
necrologie@lenouvelliste.qc.ca

CIUSSS MCQ

Les chirurgies reportées pourront reprendre



PAULE VERMOT-DESROCHES
pvermot@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le CIUSSS Mauricie et Centre-du-Québec pourra reprendre graduellement ses activités de chirurgies au cours des prochains jours, puisque Québec a approuvé jeudi son plan de reprise des activités. Alors que depuis le début de la pandémie de coronavirus, les chirurgies avaient chuté à près de 30 % des activités normales, la reprise permettra de passer à un niveau allant jusqu'à 70 % de la normalité. Toutefois, pour certains types de chirurgies, le retard pourrait mettre des mois à être rattrapé, prévient-on.

Selon les chiffres fournis par le CIUSSS MCQ le 15 mai dernier, 5953 demandes de chirurgies sont présentement en attente. Bien que moins de demandes de chirurgies aient été enregistrées durant cette période (1398 de moins en avril comparativement à l'an dernier), l'annulation des chirurgies non urgentes déjà planifiées a quand même causé un important retard pour plusieurs départements, un retard qu'on s'affaire présentement à évaluer pour planifier un rattrapage efficace.

Lors de l'arrivée de la pandémie, les activités chirurgicales ont été abaissées à 30 % à 40 % de leur capacité habituelle, soit le niveau orange, explique la



Les chirurgies reportées en raison de la COVID-19, dont celles planifiées au CHAUR de Trois-Rivières, reprendront graduellement. — PHOTO: STÉPHANE LESSARD

Dre Anne-Marie Grenier, directrice des services professionnels et de la pertinence clinique au CIUSSS MCQ. Un ralentissement qui avait évidemment pour but de libérer des lits destinés aux patients atteints de la COVID-19 de même que de respecter les mesures de distanciation sociale dans les salles d'attente.

L'autorisation de Québec de la reprise des activités fera passer l'établissement au niveau jaune, soit une capacité de 40 % à 70 % des activités normales. Seules les activités de radio-oncologie, hémato-oncologie et de chirurgie oncologique n'ont pas été affectées durant la pandémie.

Au cours des prochains jours, on s'attend ainsi à pouvoir reprendre graduellement les activités de radiologie, d'endoscopie, de cliniques externes et spécialisées de même que d'oncologie. «Ce ne sera peut-être pas égal d'un

établissement à l'autre, en fonction des types de chirurgies offertes», précise la Dre Grenier.

Évidemment, chaque cas sera réévalué selon l'évolution de l'état de santé du patient en attente de son intervention. Au besoin, la collaboration du médecin requérant sera demandée pour refaire l'évaluation. Toutefois, impossible pour le moment de songer à une reprise à 100 % des activités, prévient la Dre Grenier.

«Il faut d'abord s'assurer que le personnel dédié aux patients atteints de COVID demeure disponible, ce qui est le cas avec un plan de reprise au niveau jaune. Mais il faut aussi voir comment la situation va évoluer. Le déconfinement a tranquillement commencé depuis les derniers jours, et nous ne savons pas encore si ça aura des impacts importants sur la demande», explique-t-elle.

Par ailleurs, les différents

départements demeurent limités dans la capacité d'accueil en raison des mesures de distanciation sociale, qui continuent de rendre inaccessibles deux tiers des locaux d'attente.

«Dans la prochaine année, il n'y aura presque plus de sans rendez-vous, car ce n'est pas une pratique qui nous permet de gérer l'achalandage d'une salle d'attente. Par ailleurs, la productivité ne peut pas non plus être à son maximum, car il y a toujours une désinfection à faire entre chaque patient, ce qui demande du temps», énumère Anne-Marie Grenier.

Cette dernière indique que le temps de rattrapage des chirurgies en attente variera d'un département à l'autre. «Pour les chirurgies non oncologiques qui nécessitent une hospitalisation, ça risque de prendre des mois. Par contre, pour l'endoscopie et les rendez-vous spécialisés, ce sera moins long. Quant aux chirurgies d'un jour, nous sommes déjà bien avancés. Mais tout ce qui requiert un lit en hospitalisation, ça peut être plus long», considère-t-elle, ajoutant que d'autres facteurs encore inconnus peuvent aussi venir influencer l'estimation du temps de rattrapage. Par exemple, les gens qui n'auront pas consulté leur médecin durant la pandémie et qui présenteront un problème urgent à régler.

«C'est une variable qu'on ne connaît pas encore, mais qu'on peut estimer quand on regarde la moyenne des demandes qui sont entrées dans cette période-ci durant les années précédentes. On entre ça dans nos prévisions», mentionne-t-elle.

Le bilan s'alourdit au CHSLD Cloutier-du Rivage

GABRIEL DELISLE
gabriel.delisle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le bilan s'alourdit au CHSLD Cloutier-du Rivage de Trois-Rivières, alors que deux résidents supplémentaires, pour un total de 24, ont perdu la vie après avoir contracté la COVID-19. L'éclosion de cet établissement

de soins longue durée est la seule dans la région à poursuivre sa progression, selon le dernier bilan de la pandémie du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ).

Le nombre de résidents infectés par le coronavirus à Cloutier-du Rivage est passé en 24 heures de

75 à 80. Du côté des employés, on dénombre un cas de plus, pour un total de 58.

Ce nouveau bilan du CIUSSS MCQ fait aussi état de 17 nouveaux cas de COVID-19 dans la région, pour un total de 1830 personnes infectées depuis le début de la pandémie. Il s'agit d'une augmentation du nombre de nouveaux cas journalier bien moindre que lors de la

dernière semaine.

Les hospitalisations sont toutefois en augmentation depuis mercredi. Dans la région, 43 personnes étaient hospitalisées jeudi, dont deux aux soins intensifs, alors qu'on en dénombrait 39 la veille.

Le nombre de personnes rétablies s'établit maintenant à 1209. Cela représente une augmentation de 51 en 24 heures.

ÉTÉ 2020

Des camps de jour au Québec

STÉPHANIE MARIN
La Presse canadienne

MONTRÉAL — Les enfants pourront aller au camp de jour cet été, partout au Québec, mais ils doivent faire une croix sur les camps de vacances.

Les camps de jour des municipalités ouvriront à la date habituelle, soit le 22 juin, a annoncé le premier ministre François Legault lors de son point de presse quotidien, tenu exceptionnellement à Montréal jeudi.

Il a souligné qu'il avait reçu «beaucoup de courriels» de parents à ce sujet.

Se disant «très content» d'annoncer qu'il avait le feu vert de la Santé publique, M. Legault a néanmoins précisé que les groupes de jeunes seront plus restreints que d'habitude et que des consignes de distanciation sociale seront mises de l'avant. «Des activités favorisant le respect des règles de distanciation» devront être prévues, est-il indiqué dans un communiqué du gouvernement.

De plus petits groupes, «ça va diminuer l'impact de la transmission», a ajouté le directeur national de la Santé publique, Horacio Arruda.

Mais qu'il dit plus petits groupes dit plus de moniteurs.

C'est pourquoi le premier ministre a lancé un appel aux adolescents du Québec, leur



François Legault s'est présenté à sa conférence de presse avec un masque du Canadien qui lui a été offert, a-t-il spécifié, par le capitaine de l'équipe, Shea Weber. Le premier ministre a ajouté, à la blague, qu'il ne pourrait malheureusement pas y avoir de parade cet été! — PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

demandant de venir travailler dans les camps de jour durant la période estivale.

Il a reconnu que la nécessité d'avoir de petits groupes d'enfants - par exemple, un animateur pour quatre enfants dans le groupe des 3-4 ans - amènera un grand défi de recrutement de monitrices et de moniteurs. «On a un compétiteur qui s'appelle la PCU (prestation canadienne d'urgence) qui fait qu'on est payé pour rester à la maison», a-t-il lancé en point de presse.

Québec envisage aussi d'aider les

municipalités qui auront des coûts d'exploitation plus élevés pour ces camps de jour puisqu'elles devront embaucher et payer plus de moniteurs. «On sait que ça va coûter plus cher.»

Rappelant que plusieurs jeunes du Québec ne sont pas allés à l'école depuis deux mois, M. Legault a affirmé que les enfants ont besoin de se voir et aussi de bouger.

M. Arruda a donné le feu vert aux camps de jour, rappelant que jusqu'à maintenant, les jeunes s'en sortent relativement bien et

ne subissent pas les graves conséquences de la COVID-19 quand ils sont infectés. Les jeunes ne sont pas les groupes les plus à risque, a-t-il ajouté.

Il n'est pas encore question pour le moment d'ouvrir les piscines publiques, a dit le premier ministre, mais cette possibilité est sur le radar. «Ça s'en vient.»

PAS DE CAMPS DE VACANCES

Mais parents comme enfants devront abandonner leurs espoirs pour les camps de vacances, qui impliquent de dormir dans des dortoirs: il n'y en aura pas cet été, est-il indiqué dans un communiqué transmis par le gouvernement en après-midi. «Puisque ceux-ci demandent l'application de mesures supplémentaires qui s'avèreraient difficiles à respecter, l'ouverture de ce type de camps est remise à l'été 2021», est-il précisé.

Mais afin d'offrir un répit supplémentaire aux familles et aux proches aidants, les camps spécialisés pour les personnes handicapées avec hébergement seront permis pour la période estivale 2020.

LES CAMPS DE JOUR APRÈS LES ÉCOLES

M. Arruda a demandé - supplié même - les Québécois de respecter les consignes, soulignant que chaque étape du déconfinement est bâtie sur le succès de la précédente.

Ce ne serait pas agréable de

se confiner de nouveau avant le 24 juin, a-t-il averti.

Ainsi, le premier ministre s'est dit rassuré par la réouverture des écoles primaires à l'extérieur du Grand Montréal. «Jean-François Roberge (le ministre de l'Éducation) disait que c'était au-delà de toutes nos attentes. Un vrai succès», a dit M. Legault.

«C'est encourageant pour le mois de septembre.»

Aucun cas d'enfant ni d'enseignant hospitalisé ne lui a été rapporté, a dit M. Arruda.

Il y a peut-être eu des cas d'enfants qui ont contracté la COVID-19 depuis la réouverture des écoles, mais il juge qu'il n'y a pas eu de «situation problématique».

Montrant qu'il respecte les consignes lui aussi, M. Legault s'est présenté à la conférence de presse arborant un masque protecteur avec le logo du Canadien de Montréal, que lui a fourni Shea Weber, a-t-il annoncé. «Je peux vous dire qu'il n'est pas rancunier parce qu'en janvier dernier, j'avais proposé de l'échanger. Il m'a quand même envoyé un masque», a-t-il lancé.

M. Legault s'est ensuite permis une touche d'humour. «Je veux quand même en profiter pour dire que si le Canadien fait les séries, malheureusement on ne pourra pas avoir de parade. Je voulais juste être bien sûr là-dessus. Mais on ne travaille pas très fort sur un scénario B!»

82 nouveaux décès

MONTRÉAL (PC) — Le premier ministre François Legault a annoncé jeudi que le coronavirus a fait 82 nouvelles victimes au Québec, pour un total de 3800. Il a toutefois précisé que 25 de ces décès se sont produits il y a plus de cinq jours.

Le nombre d'infections était en hausse de 720 à 44 495.

Le nombre de personnes hospitalisées reculait de 41 à 1504 et celui de patients hospitalisés aux soins intensifs de 7, à 176. Il s'agit de déclin respectifs de 124 et de 14 depuis une semaine.

On rapportait 428 cas de plus dans la région de Montréal, pour un total de 23 064. C'est la hausse quotidienne la plus importante depuis le début de la semaine.

Le nombre d'infections était passé à 4950 à Laval et à 5575 en Montérégie.

Ottawa s'engage à aider le Québec et l'Ontario à effectuer davantage de tests

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral est prêt à aider les provinces à augmenter massivement leur capacité à mener des tests permettant de détecter la COVID-19 afin de repousser une deuxième vague potentielle du nouveau coronavirus, a déclaré jeudi le premier ministre Justin Trudeau.

Le nombre de tests doit augmenter immédiatement en Ontario et au Québec, où les économies commencent à rouvrir, mais le nombre de nouveaux cas de la COVID-19 demeure élevé, a noté M. Trudeau, qui a d'abord offert aux provinces un cadre national sur les tests et la recherche des contacts la semaine dernière.

M. Trudeau a constaté qu'il avait reçu des réponses positives de

partout au Canada jusqu'à présent et qu'il prévoyait de discuter davantage de l'offre avec les premiers ministres provinciaux et territoriaux. «Nous savons, en particulier dans les régions qui tentent toujours de maîtriser le virus, qu'il sera important d'augmenter le nombre de tests maintenant», a soutenu M. Trudeau.

Même dans les régions où le nombre de nouveaux cas est faible, M. Trudeau a estimé que les gouvernements doivent pouvoir augmenter instantanément leur capacité à mener des tests s'il y a de nouvelles éclosions. «Toutes les éclosions doivent être suivies très rapidement», a-t-il résumé.

Le Canada a la capacité de tester environ 60 000 personnes par

jour, mais ne fait en moyenne que 28 000 tests durant cette même période.

En Ontario, la province n'a pas atteint son objectif de tester quotidiennement 16 000 personnes. Mardi, soit le dernier jour pour lequel des données sont disponibles, la province n'avait effectué que 10 506 tests. Au Québec, seulement 9582 tests ont été effectués lundi, selon les derniers chiffres.

L'un des défis à relever pour augmenter le nombre de tests à travers le Canada est que chaque juridiction ait sa propre stratégie, a noté jeudi la ministre de la Santé Patty Hajdu lors d'une séance du comité spécial de la Chambre des communes sur la COVID-19.

Elle a expliqué que le

gouvernement fédéral tente d'aider les provinces à accroître leur capacité à tester en s'assurant qu'elles ont accès aux laboratoires et à tout le nécessaire, dont les écouvillons et les réactifs.

Le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, qui préside le Conseil de la fédération, a mentionné que le gouvernement fédéral peut aider les provinces en s'assurant qu'elles disposent de l'équipement et du personnel nécessaires pour accélérer la cadence des tests. Ottawa pourrait aussi aider en matière de traçage des contacts des personnes qui voyagent d'une province à l'autre et de celles qui arrivent de l'étranger lorsque les voyages internationaux recommenceront, a-t-il noté.

Camps de jour en format réduit

PAULE VERMOT-DESROCHES
pvermot@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — L'annonce du gouvernement Legault donnant le feu vert pour la tenue des camps de jour cet été a été accueillie à la fois avec prudence et soulagement par les villes et municipalités de la région ainsi que par les organisations sans but lucratif qui proposent ces activités. Si la plupart se réjouissent de pouvoir offrir des activités aux jeunes durant la période estivale, ils préviennent du même souffle que l'offre sera évidemment modifiée et que le nombre de places sera grandement réduit.

«On a eu la nouvelle du premier ministre à 13 h, et je vous dirais qu'à 13 h 04, le téléphone ne déroutait pas»

— Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet

À Nicolet, ce sont seulement 84 places qui seront ouvertes, comparativement aux 200 habituelles, explique la mairesse Geneviève Dubois. Et comme on ne pourra pas accueillir autant d'enfants à l'école Curé-Brassard que par les autres années, la priorité sera d'abord donnée aux travailleurs des services essentiels et aux citoyens de Nicolet et de Sainte-Monique-de-Nicolet, avec qui la Ville a une entente. «L'annonce était très attendue. On a eu la nouvelle du premier ministre à 13 h, et je vous dirais qu'à 13 h 04, le téléphone ne déroutait pas», mentionne la mairesse, qui indique toutefois que les inscriptions seront prises seulement le 28 mai prochain et que la procédure sera détaillée sur la page



Il y aura des camps de jour cet été, mais en format réduit. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

Facebook de la Ville.

À Trois-Rivières, on confirme aussi que les camps de jour débuteront tel que prévu le 29 juin prochain, avec un nombre de places réduit en fonction des ratios exigés par le gouvernement, qui représente en moyenne 50 % du nombre d'enfants qu'on avait l'habitude d'accueillir chaque année. «Ça correspond environ au pourcentage d'enfants qui sont retournés à l'école sur notre territoire, et comme c'est à peu près la même clientèle, on pense qu'on sera en mesure de satisfaire à la demande avec ces ratios réduits», indique Guillaume Cholette-Janson, porte-parole de la Ville. Les sites offerts de même que les coûts associés à l'inscription ne sont toutefois pas encore précisés. Les inscriptions devraient se faire les 3 et 4 juin via le web.

À Shawinigan, on évalue encore

la faisabilité des camps de jour en fonction des coûts et de la capacité d'accueil. Le conseil municipal recevra un rapport la semaine prochaine des différentes options qui s'offriront et devra rapidement trancher à savoir si les camps de jour auront lieu et de quelle manière, explique le directeur des communications, François Saint-Onge.

Du côté de Bécancour, le conseil devra aussi se prononcer en séance extraordinaire lundi sur la question, mais tout indique qu'il y aura des camps de jour, mais à un ratio oscillant autour de 60 % de la clientèle habituelle, soit un peu plus de 215 enfants au lieu des 350 habituels, indique le maire Jean-Guy Dubois. De ce côté aussi, la priorité devrait d'abord être donnée aux citoyens de Bécancour avant d'accepter les inscriptions des municipalités avoisinantes.

OBNL

Au Complexe sportif Alphonse-Desjardins, tout est déjà prêt pour accueillir les jeunes, qui seront évidemment en moins grand nombre aussi cette année. La responsable des camps de jour, Judith Picard, estime qu'il y aura entre 70 et 85 places dépendamment de l'âge des enfants qui s'inscriront. Un nombre nettement inférieur aux 160 enfants qu'on reçoit chaque été. «On sera capable d'offrir le camp aux mêmes coûts que par les années passées grâce à un énorme travail avec nos partenaires, nous en sommes très contents. Nous allons d'abord contacter nos anciens pour connaître leurs intentions, et nous pourrons ensuite ouvrir les inscriptions en fonction du nombre de places restantes», mentionne Mme Picard.

Pour l'organisme Zone Famille du secteur Cap-de-la-Madeleine,

qui offre aussi annuellement un camp de jour, il y aura maintien des activités, mais seulement à

«Cet été, il ne sera pas possible de réserver à la semaine, mais seulement pour tout l'été, car c'est beaucoup plus simple pour le respect des normes si chaque enfant a son casier, ses choses, qu'on n'a pas à faire de modifications au courant de l'été en fonction des semaines d'occupation.»

— Sandie Daoust, propriétaire de Zone famille

30 % de la capacité, soit 15 enfants. Dans ce cas-ci, il ne devrait pas y avoir d'ouverture d'inscriptions, puisque le camp affichait déjà complet à sa pleine capacité. «Cet été, il ne sera pas possible de réserver à la semaine, mais seulement pour tout l'été, car c'est beaucoup plus simple pour le respect des normes si chaque enfant a son casier, ses choses, qu'on n'a pas à faire de modifications au courant de l'été en fonction des semaines d'occupation. Par ailleurs, ça respecte davantage la mission familiale que nous nous sommes donnés, on veut que l'enfant se sente comme chez lui. Nous avons recontacté nos familles pour connaître leurs intentions et environ 50 % ont choisi de maintenir leur inscription. À partir de là, nous allons prioriser ceux qui sont avec nous depuis le plus longtemps», résume Sandie Daoust, propriétaire de Zone Famille.



— PHOTO LA PRESSE

COVID-19

Peu d'enfants ont été admis aux soins intensifs

STÉPHANE BLAIS
La Presse canadienne

Seulement onze enfants âgés de 2 à 19 ans avaient été admis aux soins intensifs en date du 6 mai en raison de la COVID-19, alors que les moins de 20 ans représentait 6 % de tous les cas déclarés, révèle un document publié jeudi par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).

L'analyse indique que le risque de maladie sévère ou de décès est faible chez les enfants atteints du virus.

Parmi les 1975 cas déclarés chez les moins de 20 ans, en date de 6 mai, à peine 36 ont été hospitalisés, soit 1,8 % d'entre eux, alors que «parmi les 30 631 cas survenus chez les 20 ans et plus, 8,4 % ont été hospitalisés».

Onze enfants âgés de 2 à 19 ans avaient été admis aux soins intensifs alors qu'aucun décès n'avait été déclaré.

L'INSPQ précise qu'une revue des dossiers serait nécessaire, «afin de valider si ces enfants ont été hospitalisés pour d'autres causes que la COVID-19».

Toujours selon le document publié jeudi, à titre comparatif, un décès d'enfant avait été rapporté chez un adolescent en Chine, aucun en Italie et trois aux États-Unis. Au moins un autre décès a été signalé depuis le 6 mai aux États-Unis.

En date de jeudi, 3800 personnes étaient mortes de la COVID-19 au Québec.

CAMPS DE VACANCES AVEC HÉBERGEMENT

Remis à l'été 2021

MATTHIEU MAX-GESSLER
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE
DE JOURNALISME LOCAL,
LE NOUVELLISTE

m.maxgessler@lenouvelliste.qc.ca

HÉROUXVILLE — Le gouvernement du Québec a finalement mis fin à l'incertitude qui entourait les camps de vacances. Alors qu'on apprenait jeudi que les camps de jour pourraient ouvrir dès le 22 juin, les camps de vacances avec hébergement, eux, sont annulés.

«En ce qui concerne l'organisation des camps de vacances, puisque ceux-ci demandent l'application de mesures supplémentaires qui s'avèreraient difficiles à respecter, l'ouverture de ce type de camps est remise à l'été 2021», a indiqué le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation dans un communiqué diffusé en début d'après-midi jeudi.

Les camps spécialisés pour personnes handicapées avec hébergement font exception à cette règle et pourront opérer cet été, «afin d'offrir un répit supplémentaire aux familles et aux proches aidants».

«UNE DÉCISION DIFFICILE»

Dans la région, plusieurs camps avaient déjà pris leur décision avant Québec. Lors d'une réunion, le 20 mai, le conseil d'administration du Camp Val Notre-Dame, à Hérouxville, a décidé de jeter la serviette pour l'été 2020.

«Ça été une décision difficile à



Gilles Brûlé, directeur général du Camp Val Notre-Dame, croit qu'il aurait été difficile de respecter les mesures de la santé publique tout en maintenant la qualité des activités dans son camp. — PHOTO: SYLVAIN MAYER

prendre, mais pour la protection du public et de notre personnel, ça n'aurait pas été évident d'ouvrir», résume Gilles Brûlé, directeur général du camp, reprenant l'argument avancé par Québec.

Le fait qu'une grande proportion de la clientèle du camp vienne de Montréal, alors que la métropole est très touchée par la pandémie, a également pesé dans la balance.

M. Brûlé s'était préparé à une telle éventualité. Même en recrutant suffisamment de personnel, en réduisant la taille des groupes et en mettant tout en place pour éviter la contamination, il se demandait quelles activités pourraient se

faire dans un tel contexte.

«On s'est même posé la question si on faisait les activités par famille - puisque les jeunes campeurs viennent accompagnés de leurs parents - et non par groupe d'âge. Mais les parents viennent ici pour que leurs enfants viennent jouer avec d'autres enfants. Si on les oblige à être tout le temps avec eux, ils sont aussi bien de rester chez eux», croit-il.

M. Brûlé ajoute qu'il craignait que l'image du camp soit ternie si les familles venaient au camp pour s'y ennuyer plus que pour s'y divertir.

«Si la clientèle qu'on reçoit est

insatisfait des services à cause de la pandémie, ça ne nous fait pas un bon nom. Ça pourrait avoir des répercussions sur les autres années.

Le camp Val Notre-Dame a accueilli l'an dernier environ 1600 personnes pour un total de près de 9000 nuitées. Entre 15 et 20 employés assurent le fonctionnement des installations et l'encadrement des activités. De ce nombre, seul Gilles Brûlé et un autre employé conserveront leur emploi cet été, pour s'acquitter de tâches administratives et assurer la surveillance et l'entretien du camp. Le directeur général devra d'ailleurs s'occuper de rembourser les personnes qui avaient déjà réservé leur séjour. Les deux employés préparent également depuis plusieurs semaines des repas pour les personnes vulnérables de la MRC, repas qui leur sont livrés par des bénévoles (<https://www.lenouvelliste.ca/actualites/des-repas-prepares-au-camp-val-notre-dame-4b292366582343cf-48f2eabebdf90037>).

DÉCEPTION AU LAC EN CŒUR

Au camp de vacances Lac en Cœur, la nouvelle a grandement déçu le personnel, qui gardait encore espoir de maintenir ses activités cet été.

«On travaillait encore sur des scénarios pour voir comment on pourrait opérer. Donc oui, on était quand même en mode préparation pour que les enfants vivent un été. C'était notre vœu que ça se réalise», déplore Martine Dupont,

directrice générale du camp et de l'auberge du Lac en Cœur.

Mme Dupont a donc dû, à contrecœur, contacter les employés qui avaient déjà été engagés pour leur annoncer qu'ils devraient se trouver un autre emploi cet été.

«L'équipe d'animation était déjà engagée, la thématique était trouvée: on était prêt. On engage toujours nos animateurs à l'automne. Ça a été un dur coup tantôt d'aviser le personnel de ça», poursuit Mme Dupont.

Le camp Lac en Cœur emploie 45 personnes l'été, dont une trentaine d'animateurs. Ceux-ci étaient déjà formés. Le camp qui fêtera l'an prochain ses 75 ans accueille 1650 jeunes en moyenne chaque été.

Le camp Villa du Carmel, à Notre-Dame-du-Mont-Carmel, a également annoncé, quelques heures avant que le gouvernement ne fasse connaître sa décision, qu'il n'accueillera pas de jeunes campeurs cet été.

«L'instabilité des dernières semaines ne nous permettrait pas d'organiser des camps d'été tout en assurant la sécurité de tous, enfants, parents et personnel compris. Pour ceux qui ont déjà payé leur camp, un remboursement sera effectué dans les prochains jours», a indiqué le camp sur sa page Facebook. Ailleurs dans la région, le Camp du lac Vert, à Saint-Mathieu-du-Parc, a déjà annoncé qu'il organisera des camps de jour, mais pas de séjours prolongés.

Les camps de vacances demandent la création d'un fonds d'urgence

HÉROUXVILLE (MMG) — Avant même l'annonce de Québec de jeudi, l'Association des camps du Québec (ACQ) prévenait que beaucoup de ses membres auraient du mal à passer à travers l'été, que les camps aient lieu ou non. L'ACQ demande donc la création d'un fonds d'urgence de 26 à 33 millions \$ pour aider les camps à se conformer aux directives de la santé publique ou à survivre en attendant l'été 2021.

«Les gouvernements détiennent un pouvoir de vie ou de mort sur les camps, qui ont jusqu'au 29 mai pour décider s'ils maintiennent leurs activités», indiquait l'ACQ dans un communiqué envoyé jeudi matin.

Dans son communiqué

annonçant sa décision d'autoriser les camps de jour, mais pas les camps de vacances avec hébergement, le gouvernement ne précise pas si ceux-ci bénéficieront d'une aide financière. «Des discussions sont présentement en cours concernant des solutions qui permettront d'accompagner adéquatement les responsables», a indiqué Québec, concernant les camps de jour.

L'ACQ estime que sans un coup de pouce gouvernemental, 71 % des sites de camps de jour et de camps de vacances demeureront fermés cet été. Pire encore, selon un sondage mené du 15 au 19 mai par l'Association, de ce nombre, un camp sur trois risque de faire faillite. En Mauricie, 60 % des camps

devront fermer sans aide gouvernementale, selon ce sondage.

Le directeur général du Camp Val Notre-Dame de Hérouxville, Gilles Brûlé, espère bien que Québec entendra l'appel à l'aide lancé par l'ACQ.

«C'est essentiel que le gouvernement le fasse (aider les camps). Il l'a fait pour tous les autres commerces, ou presque, alors pourquoi les camps et les sites de plein air n'y auraient pas droit? S'il n'y a pas de subvention, il n'y a pas beaucoup de camps qui vont résister, surtout qu'il n'y en a pas beaucoup qui sont ouverts quatre saisons. Donc oui, cette aide est essentielle, surtout avec toutes les pertes qu'on a eues depuis le début», affirme-t-il.

La directrice générale du camp et



L'Association des camps du Québec souhaite que le gouvernement aide les camps de vacances et les camps de jours en créant un fonds d'urgence de 26 à 33 millions \$. — PHOTO: SYLVAIN MAYER

de l'auberge Lac en Cœur, Martine Dupont, espère elle aussi que Québec viendra en aide aux camps de vacances qui voient leur été tomber à l'eau. «C'est sûr qu'il nous faut

de l'aide financière des gouvernements. On s'appête à fêter notre 75^e anniversaire en 2021, mais avec ce qui arrive, ça nous met en péril», prévient-elle.

FONDATION RÉGIONALE POUR LA SANTÉ DE TROIS-RIVIÈRES

50 000 \$ recherchés pour lutter contre la COVID-19



MARTIN LAFRENIÈRE

martin.lafreniere@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La Fondation régionale pour la santé de Trois-Rivières lance un fonds d'aide spécial pour lutter contre la COVID-19 dont l'objectif est de soutenir l'achat d'équipements qui contribueront au bien-être des patients.

La Fondation souhaite amasser 50 000 \$ dans cette campagne spéciale qui s'ajoute à ses activités classiques de souscription lui permettant de récolter annuellement entre 800 000 \$ et un million de dollars. Le fonds d'aide spécial pour la lutte contre la COVID-19 s'inscrit dans une volonté de poser une action concrète pour le

personnel de la santé et pour les citoyens.

«Ça faisait depuis quelques semaines que l'idée de lancer une campagne de financement pour la COVID-19 était là. Le lancement se fait aujourd'hui (jeudi) et c'est toujours pour les soins aux patients», déclare Johanne Hinse, présidente du conseil d'administration de la Fondation RSTR.

La campagne est lancée depuis quelques heures à peine, mais le conseil d'administration a déjà approuvé l'appui financier à trois projets. Un appareil échographique cardiaque portatif, des stations portatives de lavage des mains et des tablettes électroniques permettant aux patients hospitalisés de garder le contact avec leurs proches devraient être acquis d'ici les prochains mois. D'autres projets suivront.

«Tout le monde a été touché par la COVID-19. On fait appel à la population et aux entreprises»,



Johanne Hinse (à l'avant-plan), présidente de la Fondation régionale pour la santé de Trois-Rivières, en compagnie de la directrice générale, Annie Brousseau. — PHOTO: SYLVAIN MAYER

indique la directrice générale de la Fondation, Annie Brousseau, en ajoutant que les entreprises peuvent tenir des activités de financement virtuelles pour amasser des fonds.

Parlant d'entreprises, plusieurs d'entre elles ont subi les impacts négatifs de la pandémie. Malgré le ralentissement économique et les nombreuses pertes d'emploi, Johanne Hinse est persuadée que l'objectif de 50 000 \$ sera atteint.

«C'est avec de petits dons qu'on fait de gros dons. Un 2 \$, un 5 \$, un 10 \$, ça fait toute une différence. Et il y a des entreprises qui peuvent aider.»

La Fondation RSTR amasse les dons par le biais de son site web fondationrstr.com. Les gens qui désirent organiser une activité de financement au profit de la Fondation peuvent contacter celle-ci par courriel à fondation_rstr@ssss.gouv.qc.ca ou par téléphone au 819 697-3333 poste 53582.

TRANSPORT COLLECTIF DE LA MRC DE MASKINONGÉ

Des services reprennent

MARTIN LAFRENIÈRE

martin.lafreniere@lenouvelliste.qc.ca

LOUISEVILLE — La Corporation des transports collectifs de la MRC de Maskinongé profite du déconfinement de certaines activités pour remettre en service sa navette express et son circuit urbain de Louiseville, ce qui devrait aider l'organisme à retrouver des statistiques d'achalandage dignes de ce nom.

Ces deux services avaient été mis sur la glace depuis la mi-mars en raison de la pandémie de coronavirus. La Corporation n'a pas cessé d'offrir des services de transport, mais a vu son achalandage chuter de façon dramatique devant les recommandations gouvernementales de limiter ses déplacements.

«Habituellement, on fait entre 6000 et 7000 transports par mois. En avril, ce n'est même pas 1200 déplacements. La pandémie causera un impact financier», analyse la directrice générale, Valérie Bellerose.

Les transports collectifs reçoivent du financement de la part du gouvernement du Québec. Ce financement est basé sur l'achalandage. Voilà pourquoi le milieu travaille à élaborer des propositions pour



Valérie Bellerose, directrice générale de la Corporation des transports collectifs de la MRC de Maskinongé. — PHOTO: STÉPHANE LESSARD

«Le trafic recommence, les demandes reprennent. Mais l'impact est important. Il faut doubler le nombre de véhicules à cause des normes de distanciation, mais on a moins de revenus, car on embarque moins de monde. Dans un grand autobus, on va pouvoir embarquer 12 personnes au lieu de 48. C'est un moment à passer.»

pallier cette situation qui ne causera pas la fermeture du service dans Maskinongé, assure la directrice générale.

«Le trafic recommence, les demandes reprennent. Mais l'impact est important. Il faut doubler le nombre de véhicules à cause des normes de distanciation, mais on a moins de revenus, car on embarque moins de monde. Dans un grand autobus, on va pouvoir embarquer 12 personnes au lieu de 48. C'est un moment à passer.»

La COVID-19 a forcé la direction du transport collectif à faire preuve d'initiative afin d'amoindrir la baisse d'activités, notamment avec ses transporteurs. La Corporation a entre autres établi un partenariat avec les organismes fournissant de l'aide alimentaire en s'occupant de transporter les bénévoles et les denrées afin de livrer ces dernières aux familles dans le besoin.

«Il y avait moins de gens qui se déplaçaient durant la grosse période de la pandémie. On prônait beaucoup que le meilleur déplacement était celui qu'on ne faisait pas. Au lieu d'aller chercher des gens pour les amener vers les services, on a pris le service et on l'a amené vers les gens», illustre Mme Bellerose.

La navette express, qui fait le lien entre des municipalités de la MRC et Trois-Rivières, reviendra le 1^{er} juin. Les usagers pourront utiliser cette navette tout l'été. Le tarif sera réduit de 50 %. Les étudiants munis de leur écopasse pourront monter à bord des navettes gratuitement.

Le circuit de ville de Louiseville sera de retour le 4 juin. Dans un cas comme dans l'autre, la Corporation recommande fortement aux usagers de porter un couvre-visage. Ceux-ci seront invités à se nettoyer les mains avec du gel désinfectant lors de l'embarquement.

Toutes les informations concernant les réservations, les horaires et les circuits sont accessibles par téléphone (819 840-0603) ou par le site internet (www.ctcmaskinonge.org).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À L'AUTOMNE

La Corporation des transports collectifs de la MRC de Maskinongé tient normalement son assemblée générale annuelle en mars.

Mais comme 2020 est tout sauf une année normale à cause de la COVID-19, cette assemblée est reportée à l'automne.

«Je suis fière de l'homme qu'il est devenu»

Les proches du capitaine Maxime Miron-Morin, décédé en mission, lui rendent hommage



GABRIEL DELISLE

gabriel.delisle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le 29 avril dernier, le capitaine Maxime Miron-Morin originaire de Bécancour est décédé tragiquement à l'âge de 29 ans lorsque l'hélicoptère CH-148 Cyclone dans lequel il prenait place dans le cadre d'une mission de l'OTAN s'est abîmé en mer au large de la Grèce. Attristés par sa mort, ses parents et sa conjointe témoignent dans des lettres publiées par les Forces armées canadiennes de tout l'amour qu'ils avaient pour lui.

«Je t'aime tellement Maxime, jamais je ne pourrai t'oublier. Tu auras toujours cette place

particulière dans mon cœur et dans mon esprit. Veille sur nous, tes frères et ta sœur, sur Kathryn et sa famille, comme sur toute notre famille, ainsi que sur tes amis. Bon voyage bel homme! Nous nous souviendrons toujours, toujours», a écrit la mère du militaire, Marie-Claude Miron.

«Je suis fière de l'homme qu'il est devenu. Il aura eu l'occasion de faire ce qu'il voulait faire le plus au monde, voler. Il nous a quittés bien entouré des membres de sa deuxième famille, dans l'esprit de corps qui unit tellement les combattants.»

Cette mission sur le NCSM Frederickton de six mois en mer Méditerranée du capitaine Maxime Miron-Morin était en réalité son premier déploiement à l'étranger après des années d'études en génie aéronautique au Collège militaire. Il a ensuite complété une maîtrise en science océanographique à l'Université Dalhousie à Halifax. L'officier devait d'ailleurs obtenir l'été prochain sa décoration pour 12 ans de service militaire.

«C'était sa première mission et il en était fier. Il se sentait utile et désirait mettre à profit toutes ses connaissances, sa formation, son énergie et son talent», a également écrit la mère du militaire décédé en avouant qu'elle était inquiète de voir ainsi son fils partir en mission.

«Comme mère, je n'étais pas rassurée. Fidèle à lui-même, Maxime m'avait dit "ne t'inquiètes pas, il n'y



Le capitaine Maxime Miron-Morin est décédé en service le 29 avril dernier.

— PHOTO: COURTOISIE, FAC

a pas vraiment de danger. Tu verras, dans six mois je serai de retour, avant même que tu te rendes compte que j'étais parti". Son désir était tellement fort, je le sentais bien. [...] Il est toujours allé au bout de tout ce qu'il entreprenait.»

Maxime Miron-Morin est l'aîné d'une famille de cinq enfants. Il laisse dans le deuil trois frères et une sœur... «celle qu'il voulait tant», mentionne sa mère.

Jean Morin, le père du militaire, a salué la mémoire d'un fils qui embrassait la vie et qui a développé son rêve d'une carrière militaire au sein de l'Escadron 817



Le capitaine Maxime Miron-Morin était originaire de Bécancour.

— PHOTO: TIRÉE DE FACEBOOK

J.-V.-Allard de Nicolet des cadets de l'aviation.

«Il est décédé comme il a vécu, en faisant ce qu'il adorait le plus, voyager, être à l'extérieur, s'amuser, faire partie d'une famille qui s'avérait avoir les mêmes intérêts que lui et aimait venir en aide à autrui», a écrit le père du capitaine Maxime Miron-Morin.

Maxime Miron-Morin partageait sa vie avec son épouse Kathryn, elle-même membre des Forces armées canadienne. Ils se sont mariés en 2014 après leur rencontre au Collège militaire royale de Kingston.

«La vie était instantanément meilleure lorsque Max était avec vous. Son sourire contagieux,

ses yeux brillants et sa manière ludique faisaient en sorte que vous ne pouviez pas vous empêcher de sourire avec lui», a témoigné son épouse.

«Max était un époux, fils, et frère aimant et qui offrait un support indéfectible. Il était un membre chéri de sa famille élargie, et un ami cher pour plusieurs. La perte de Max a laissé un trou béant dans la vie de tous ceux qui ont eu la chance de le connaître et nous savons que cette douleur incomparable est ressentie par tous ceux qui sont touchés par la tragédie. [...] Tu as été emmené trop tôt et il te restait tellement à offrir, nous t'aimons very beaucoup, à la folie, always et pour toujours.»

UN TAPIS À CLOUS SUR LA ROUTE

Intervention policière sur la 155 pour un individu en crise

NANCY MASSICOTTE

nancy.massicotte@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Les policiers de la Sûreté du Québec ont dû intervenir sur la route 155 à la hauteur de Trois-Rives jeudi midi afin de réussir à intercepter un automobiliste en crise et désorganisé.

Après avoir reçu un signalement concernant cet individu âgé d'une vingtaine d'années, les policiers ont en effet réussi à le localiser vers 12 h 30 alors qu'il circulait en direction nord sur la 155.

Ils l'ont suivi pendant plusieurs kilomètres avant qu'il accepte de se ranger sur le côté au kilomètre 107. Il a alors été maîtrisé avec

de l'aérosol capsique (poivre de cayenne) et conduit à l'hôpital pour y recevoir des soins appropriés à son état.

La Sûreté du Québec précise cependant qu'il n'y a pas eu de conduite dangereuse de la part du suspect ni de poursuite policière à proprement dit. Personne n'a été blessé. Un tapis à clous avait été installé sur la chaussée mais le suspect s'est arrêté bien avant.

Pour l'instant, son dossier est à l'étude à savoir si des accusations criminelles pourraient être portées.

Des constats d'infraction liés au Code de la sécurité routière ne sont pas exclus, de même qu'une évaluation liée à sa santé mentale.

Remax se mobilise pour les enfants

AUDREY TREMBLAY

audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

Les équipes de Remax de Francheville se mobiliseront encore une fois cette année pour les enfants malades. Des événements auront lieu dans les prochains jours au profit d'Opération Enfant Soleil.

Samedi et dimanche, les 23 et 24 mai en après-midi, l'équipe de Remax sera chez Gazon Mécanique, située au 1200 rang Saint-Mathieu à Shawinigan, afin d'effectuer la récupération des canettes.

L'équipe de Remax a également fait savoir qu'il ne pourra y avoir de collecte de dons dans les rues cette année dans le cadre du téléthon Opération Enfant Soleil en raison de la pandémie. On a toutefois trouvé une autre façon de rejoindre les citoyens.

«Toute l'Équipe de Remax



L'équipe de Remax a dû adapter ses activités au profit d'Opération Enfant Soleil en raison de la pandémie. —PHOTO: ARCHIVES

de Francheville est mobilisée, et ce, dès maintenant pour la vente de billets annuelle afin de gagner la Maison d'une valeur de 500 000 \$ ou remporter un des 33 prix secondaires. Le prix du billet est de 10 \$ ou 100 \$ pour un

livret de 10 billets.

Il suffit de téléphoner au 819-373-7140 ou au 819-537-5000 et les courtiers de Remax de Francheville iront livrer les billets chez les gens», a fait savoir l'organisme dans un communiqué.

La FPJQ doit annuler son prochain congrès

GABRIEL DELISLE

gabriel.delisle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Quelque 600 journalistes du Québec devaient converger à Trois-Rivières en novembre prochain dans le cadre du congrès annuel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). La pandémie a toutefois eu raison de ce grand rendez-vous qui devait se tenir au Centre d'événements et de congrès interactifs (CECI) de Trois-Rivières l'année du centenaire du *Nouvelliste*.

«C'était la seule décision à prendre. Ça n'en fait pas moins une décision crève-cœur, difficile et triste», mentionne la présidente de la section régionale de la FPJQ et journaliste au *Nouvelliste*, Paule Vermot-Desroches.

Plusieurs éléments du contexte actuel ont contraint les organisateurs à annuler l'événement. L'incertitude dans laquelle toute la société est plongée rendait très difficile l'organisation du congrès. Est-ce que ça sera possible de tenir des congrès cet automne, alors que les rassemblements



La FPJQ annule son congrès qui devait se tenir en novembre prochain au CECI de Trois-Rivières. — PHOTO: STÉPHANE LESSARD

sont actuellement interdits? Les frontières étant actuellement fermées, comment est-ce possible de s'assurer de la présence d'invités ayant une renommée internationale?

«Ces invités internationaux sont souvent garants d'une bonne participation au congrès. Les gens

s'inscrivent beaucoup au congrès pour venir les entendre et les voir», précise Paule Vermot-Desroches.

«On ne savait pas aussi si les gens seraient prêts l'automne prochain à venir dans un congrès ou un rassemblement. La décision d'annuler s'imposait.»

L'annulation entraîne bien sûr

des coûts importants pour la FPJQ, comme le prévoit le contrat de réservation signé avec l'hôtel Delta et le CECI. Et plus la décision d'annuler le congrès était repoussée, plus la facture pour la FPJQ était importante.

Le congrès 2020 de la FPJQ devait se tenir l'année du centenaire du

Nouvelliste. Alors que la presse écrite traverse une profonde crise que la pandémie n'a fait qu'accroître, la présence à Trois-Rivières de quelques centaines de journalistes était significative.

«On ne savait pas aussi si les gens seraient prêts l'automne prochain à venir dans un congrès ou un rassemblement. La décision d'annuler s'imposait.»

«Le 100^e anniversaire du *Nouvelliste* avait pesé très lourd dans la balance lorsque la FPJQ avait décidé de tenir son congrès à Trois-Rivières», précise Paule Vermot-Desroches.

La FPJQ travaille sur un congrès 2.0 qui se passera sur le web les 7 et 8 novembre prochain. Le centenaire du *Nouvelliste* devrait être souligné lors de ce congrès virtuel. De plus, la FPJQ entend bien tenir son congrès à Trois-Rivières dans les années à venir.

Ottawa aidera les Autochtones hors réserve

La Presse canadienne

OTTAWA — Deux mois après avoir aidé les communautés autochtones à se protéger contre l'invasion du virus, le gouvernement fédéral se tourne vers les membres des Premières Nations qui vivent hors réserve.

Ottawa annonce une aide de 75 millions \$ pour atténuer les effets de la pandémie sur le million d'Autochtones qui vivent hors réserve.

«C'est de l'argent que les organismes communautaires pourront utiliser pour combattre l'insécurité alimentaire, appuyer les aînés vulnérables, aider les jeunes à risque, fournir des services de santé mentale et prévenir la violence familiale», a dit le premier ministre Justin Trudeau lors de sa sortie quotidienne, devant sa résidence.

Dès le début de la crise de la COVID-19, à la mi-mars, Ottawa a distribué 305 millions \$ aux groupes représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis afin que leurs communautés, isolées et particulièrement vulnérables, échappent à la pandémie.

Seulement 15 de ces millions sont allés aux organisations qui servent les Autochtones hors réserve. Or, plus de la moitié de la population totale des Autochtones

du pays vit hors réserve.

Le ministre des Services aux Autochtones, Marc Miller, a tenté d'expliquer pourquoi il a fallu tout ce temps avant de répondre à des besoins criants qu'il constate lui-même dans sa circonscription montréalaise. Il a souligné que son ministère est d'abord en relation avec les communautés dans les réserves, les Autochtones en milieu urbain se retrouvant aussi sous la responsabilité d'autres paliers de gouvernement.

«Il y a des organisations qui donnent des services (en milieu urbain) avec lesquelles nous n'avons pas des relations très développées. C'est une juridiction qui est très partagée entre la province et le fédéral. Et ce ne sont pas des entités de gouvernance (comme) une Première Nation ou une communauté», a-t-il justifié, estimant tout de même avoir agi «très, très vite», étant donné les circonstances.

Dans les réserves, on a compté 201 cas de COVID-19; 156 de ceux-là se sont rétablis. Le ministre Miller a également fait savoir que les 16 cas au Nunavik, dans le nord du Québec, sont tous guéris.

PLAIDOYER AUPRÈS DES ENTREPRISES

Devant le peu d'enthousiasme inspiré par certaines mesures d'aide aux entreprises

- la subvention salariale d'urgence (SSUC) ainsi que l'aide aux loyers commerciaux trouvent trop peu de preneurs - le premier ministre en a appelé au sens civique des entrepreneurs, jeudi.

«On a tous hâte que la vie reprenne son cours. Mais pour que ça arrive, tout le monde doit faire sa part, et les employeurs en particulier ont un rôle important à jouer», a souligné M. Trudeau.

«Vos employés comptent sur vous. Votre communauté aussi», a-t-il insisté.

La SSUC est distribuée à plus de 215 000 entreprises, surtout de petites tailles. Ce n'est donc que 5,7 milliards \$ qu'Ottawa fournit, jusqu'à maintenant, à ces employeurs alors que le budget du programme est de 73 milliards \$. La SSUC devait servir à soulager la PCU, la prestation canadienne d'urgence, qu'Ottawa donne à ceux qui ne peuvent plus travailler à cause de la pandémie.

Le président du Conseil du trésor, Jean-Yves Duclos, affiche un certain optimisme, tout de même, maintenant que son gouvernement a annoncé que la SSUC est prolongée jusqu'à la fin du mois d'août. «Ça a pris un petit peu de temps (...) mais avec l'annonce qui a été faite la semaine dernière, on a confiance que le programme va maintenant prendre sa pleine

ampleur», a déclaré M. Duclos, lors de la conférence de presse des ministres du gouvernement Trudeau, jeudi après-midi.

Pendant ce temps, la PCU en sa version pour étudiants continue d'agacer Québec. Jeudi après-midi, elle servait à François Legault pour expliquer la difficulté à offrir des camps de jour cet été.

«On a un compétiteur qui s'appelle la PCU qui fait qu'on est payé pour rester à la maison», s'est désolé le premier ministre du Québec.

«Il y a la PCU qui, peut-être, est un peu incitative à rester à la maison. Donc, il y a un défi. Je ne dis pas qu'on va être capable de combler tous les postes de moniteurs», a-t-il insisté.

Presque au même moment et en écho, un député bloquiste interpellait la vice-première ministre Chrystia Freeland à ce sujet pendant une séance virtuelle des Communes.

«Il faut s'assurer que cette PCUE ne soit pas une entrave à l'arrivée des étudiants sur le marché du travail. Faut pas que ce soit un désincitatif», a lancé Alain Thérien.

«Peut-être à cause du fait que je suis mère, que j'ai beaucoup de jeunes Canadiens dans ma vie personnelle, je dois dire que j'ai beaucoup confiance en nos jeunes et je pense qu'ils veulent travailler»,

lui a répondu Mme Freeland, en disant qu'elle veut «protéger» les étudiants qui vivent une situation «difficile et même dangereuse».

NOMBRE DE CAS

Il y a eu plus de 1 377 000 tests administrés au Canada. Environ 5 % d'entre eux ont détecté la maladie. À travers le pays, on fait passer en moyenne quelque 28 000 tests par jour.

Jusqu'à maintenant, on a recensé 81 324 cas confirmés ou probables dans l'ensemble du pays. La COVID-19 a provoqué la mort de 6152 Canadiens.

Distribution des cas, selon les plus récents bilans provinciaux et territoriaux: 45 495 cas au Québec, dont 3800 décès; 24 187 cas en Ontario, dont 1993 décès; 6768 cas en Alberta, dont 132 décès; 2479 cas en Colombie-Britannique, dont 152 décès; 1046 cas en Nouvelle-Écosse, dont 58 décès; 622 cas en Saskatchewan, dont sept décès; 290 cas au Manitoba, dont sept décès; 260 cas à Terre-Neuve-et-Labrador, dont trois décès; 121 cas au Nouveau-Brunswick, tous guéris, sauf un; 27 cas à l'Île-du-Prince-Édouard, tous guéris; 11 cas au Yukon, tous guéris; cinq cas dans les Territoires-du-Nord-Ouest, tous guéris; aucun cas au Nunavut.

PREMIERS QUARTIERS DE TROIS-RIVIÈRES

Distribution de masques réutilisables

AUDREY TREMBLAY

audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Des masques réutilisables seront distribués par la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières au courant des prochains jours. Au total, l'organisme remettra 750 masques réutilisables aux personnes âgées de 55 ans qui demeurent dans les premiers quartiers de la ville de Trois-Rivières.

«On voyait se dessiner le port du masque. Ça faisait plusieurs semaines qu'on était en réflexion et on a eu la possibilité de financement avec Centraide Mauricie. [...] On est vraiment content de ce projet-là. Il y a eu tout un travail de concertation avec des organismes qui travaillent auprès des gens qui sont en situation de vulnérabilité ou de pauvreté», explique Caroline Guay, coordonnatrice de la Démarche.

«Ce sera un par famille où il y a une personne de 55 ans et plus. [...] Pour plusieurs, c'est une dépense de plus. Ce n'est pas cher 10 \$, mais pour certains, ça représente trois ou quatre repas de moins», ajoute-t-elle.

Les personnes qui en obtiendront un recevront également de l'information concernant les règles à suivre pour le port d'un masque, ainsi que les modalités pour le désinfecter.

«Il ne s'agit pas seulement de



On retrouve sur la photo Caroline Guay, de la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières, Annie Lafrenière, de Odaci danse et cirque, ainsi que Nathalie Bruneau, de l'organisme Le Bon Citoyen. — PHOTO: SYLVAIN MAYER

donner un masque, c'est aussi un moyen supplémentaire pour informer et sensibiliser les citoyens sur les règles à suivre pour assurer la sécurité de tous en ces temps de déconfinement», souligne Caroline Guay.

On veut également déconstruire l'idée des gens qui pensent que parce que quelqu'un porte un masque, il est assurément malade. On veut faire comprendre qu'au contraire le port du masque sert à protéger les autres.

La distribution sera faite à partir d'organismes partenaires tels que Le Bon Citoyen, Ebyôn, les Artisans de la Paix et Tandem Mauricie.

La confection des masques a été faite par Odaci danse et cirque.

«C'est une entreprise d'économie sociale qui redonne beaucoup dans la communauté. [...] Ça fait en sorte qu'elle a pu redonner du travail à des gens qui avaient perdu leur emploi», affirme Mme Guay.

Cette entreprise, durement touchée par les fermetures temporaires liées à la pandémie, a d'ailleurs lancé une campagne de financement «Masquerade» afin de passer au travers de la crise actuelle.

Rappelons que le port du masque est fortement suggéré lorsqu'il est impossible de maintenir une distance de deux mètres.

Une nouvelle ligne téléphonique pour les aînés à Shawinigan

KIM ALARIE

kim.alarie@lenouvelliste.qc.ca

SHAWINIGAN — Le Centre d'action bénévole Trait d'Union de Shawinigan lance un nouvel outil pour venir en aide aux aînés de son territoire en ce temps de pandémie.

Une ligne téléphonique, 819 539-8644, sera mise à la disposition de la clientèle grandement affectée par le confinement et l'isolement social. Du lundi au vendredi de 8 h à 16 h plusieurs services seront accessibles par cette ligne: écoute,

téléphone d'amitié, référencement vers les organismes communautaires, accompagnement médical et prise en charge de petites commissions. De plus, pour remplacer le service de popote chaude, un service de popote fraîche, livrée à domicile, sera offert pour les personnes des six territoires desservis par l'organisme: Shawinigan, Saint-Élie-de-Caxton, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Mathieu-du-Parc, Charette et Saint-Boniface.

Le CAB Trait d'Union est toujours à la recherche de bénévoles dans son équipe. Il est possible de



À l'avant sur la photo, Lynn Régnier, bénévole et Marie-Eve Fortin, responsable de la gestion bénévole et du développement au Centre d'action bénévole Trait d'Union. — PHOTO COURTOISIE



Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet, Félix-Antoine Bolduc, gérant au IGA Clément de Nicolet, René Proulx, président de la Maison des jeunes de Nicolet, et Geneviève Duval, directrice des Services à la communauté à la Ville de Nicolet.

MAISON DES JEUNES DE NICOLET

Les vides de la COVID rapportent plus de 6000 \$

MARC ROCHETTE

marc.rochette@lenouvelliste.qc.ca

NICOLET — La Ville de Nicolet, en collaboration avec IGA Clément Nicolet, a mis sur pied une collecte de bouteilles et de canettes vides au profit de la Maison des jeunes qui aura permis d'amasser la somme de 6062 dollars samedi dernier.

«Je remercie sincèrement les 35 bénévoles dont plusieurs élus municipaux qui se sont impliqués tout au long de la journée pour notre jeunesse. J'en profite pour dire également merci à la population qui a bien répondu à notre appel et à IGA notre précieux partenaire», a indiqué la mairesse de Nicolet, Geneviève Dubois.

La somme amassée sera investie afin de développer une programmation plus variée incluant des activités originales pour les jeunes. Possiblement aussi l'achat d'équipements de loisirs et de divertissements qui, dit-on, sauront plaire

à la jeunesse. «Cette activité fut un grand succès. Le profit de cette grande collecte servira à développer notre programmation et nos actions pour les jeunes de Nicolet. Je tiens à mon tour à remercier la population pour sa grande participation et les gens impliqués dont nos animateurs», a souligné le président de la Maison des jeunes, René Proulx.

Ouvrant depuis plus de 30 ans, la Maison des jeunes est un lieu animé de rencontres et d'activités s'adressant aux jeunes de 11 à 16 ans. Soutenue par un groupe de bénévoles engagés, l'équipe souhaite favoriser le développement des habiletés personnelles et sociales, l'entraide, le respect et la communication.

Fortement impliqué dans son milieu, IGA Clément aura été un précieux collaborateur afin de faire de cette activité un succès. Soucieux du bien-être des bénévoles, il a offert 50 cartes-cadeaux de 10 \$ qui feront l'objet d'un tirage parmi les bénévoles impliqués.

Une vidéo pour souligner la fin du secondaire aux Estacades

TROIS-RIVIÈRES (KA) — Les finissants de l'Académie des Estacades ont usé d'imagination pour souligner la fin de leur parcours au secondaire. Ils se sont mobilisés pour créer une vidéo qu'ils ont scriptée, réalisée et montée eux-mêmes. Étant donné que ces jeunes ne pourront pas vivre le rite du bal de finissants, entre autres, et ils ont voulu, par cette vidéo de quatre minutes, diffuser un

message positif qui met de l'avant la résilience de cette cohorte de 350 finissants. Une diffusion a été faite sur la page Facebook de l'Académie des Estacades jeudi.



LA VIDÉO

À voir sur notre application mobile et sur lenouvelliste.ca

éditorial

Président et éditeur **ALAIN TURCOTTE** Rédacteur en chef **STÉPHAN FRAPPIER** Directeur de l'information **STÉPHAN RATELLE**

Le dilemme du remboursement

MARTIN FRANCOEUR

m.francoeur@lenouvelliste.qc.ca



Doit-on contraindre les compagnies aériennes de rembourser les passagers qui ont déjà réservé et payé leurs billets? C'est une question à laquelle il est particulièrement difficile de répondre ces temps-ci parce qu'on se doute bien que si ces compagnies devaient procéder à de tels remboursements, cela les acculerait à la faillite. D'un autre côté, il s'agit d'un droit fondamental pour les clients de ravoir leur argent pour un service non rendu plutôt que d'accepter la proposition de crédit applicable sur un prochain voyage. Joli dilemme cornélien en perspective.

Le premier ministre Justin Trudeau, comme plusieurs autres dirigeants politiques par les temps qui courent, doit jongler avec cette question. Surtout que des partis d'opposition comme le Bloc québécois et le NPD ont joint leur voix à celle de l'organisme Option consommateur et à celles des milliers de Canadiens qui ont déjà signé une pétition réclamant l'obligation de rembourser pour les titres de transport déjà payés.

Option consommateur rappelait récemment que l'offre de crédits voyage pouvant par exemple être utilisés dans les 24 mois suivant l'annulation du voyage contrevient à la fois aux dispositions du Code civil du Québec sur la restitution des prestations en cas de force majeure et à celles de la Loi sur la protection du consommateur du Québec sur les instruments de paiement prépayés.

Le Bloc québécois et le NPD plaident aussi pour le remboursement, avançant même que le fédéral ne devrait pas accorder d'aide aux compagnies aériennes qui refusent de rembourser leurs clients. Ça tombe mal, parce qu'Ottawa vient de mettre en place un programme de Crédit d'urgence pour les grands employeurs, destiné notamment aux compagnies aériennes, aux pétrolières, aux constructeurs automobiles et aux grandes entreprises des secteurs du tourisme et de l'alimentation. On pense être en mesure de donner un coup de pouce aux transporteurs aériens, aux prises avec une grave crise de liquidités.

Le gouvernement Trudeau

cherche donc la solution idéale, celle qui entraînerait le moins de dommages collatéraux. Justin Trudeau dit comprendre les préoccupations des Canadiens tout en ajoutant qu'il sera nécessaire de trouver un «juste équilibre» si on veut pouvoir encore compter sur une industrie aérienne viable une fois la crise passée. Pour l'heure, le Canada observe ce qui se fait ailleurs. Mais on se garde bien d'emboîter le pas des États-Unis ou de l'Union européenne, qui forcent les transporteurs à rembourser pour des vols annulés si tel était le souhait du client.

Les chances de survie d'Air Canada, par exemple, seraient minces si la compagnie devait rembourser les quelque 2,61 milliards \$ en billets payés d'avance. La compagnie fait déjà face à une crise sans précédent, ayant licencié 20 000 employés, soit près de 60 % de son effectif. Air Transat, de son côté, estime à 810 millions \$ le montant correspondant aux billets déjà réservés et payés.

La question de la viabilité des compagnies aériennes se pose plus que jamais. Même si elles traversent la crise, elles feront assurément face à une clientèle moins encline à voyager et à des mesures contraignantes déployées dans les appareils aussi bien que dans les aéroports. Le seuil de rentabilité ne sera plus le même et une hausse des tarifs découragerait certainement de nombreux voyageurs. C'est sans compter l'impact des commandes d'avions qu'il faudra payer à la livraison. La fluctuation des activités ne justifiera peut-être plus ces ajouts à la flotte des grandes compagnies aériennes.

Dans le cas d'Air Canada, l'idée d'une nationalisation, même partielle, a refait surface au cours des dernières semaines et mérite qu'on s'y intéresse, d'autant plus qu'Air Canada doit assurer un service parfois déficitaire pour desservir de nombreuses communautés éloignées ou à faible densité de population à l'intérieur même du pays.

Va-t-on devoir revenir là où on était avant la privatisation par les conservateurs, à la fin des années 80? C'est un scénario qui semble de plus en plus plausible.

Les réouvertures se poursuivent...



MON CLIN D'ŒIL

STÉPHANE LAPORTE
Collaboration spéciale

À Montréal, pas de Coupe Stanley, ni de coupes de cheveux.

CARREFOUR DES LECTEURS

Quand un malheur pouvait être punition divine...

Mes lectures orientées souvent depuis deux ans sur le philosophe et homme de lettres Denis Diderot ainsi que sur son siècle, le 18e, m'ont permis de croiser une histoire qui nous offre des résonances avec cette crise actuelle de la COVID-19. En tout cas, si autrefois, certains pouvaient interpréter les malheurs comme étant punition divine, il y en avait déjà d'autres pour appeler à l'usage de discernement...

Il appert qu'en 1755 à Lisbonne, au Portugal, survient un terrible tremblement de terre qui fera 50 000 victimes. Peu de temps auparavant, était revenu à cet endroit un jésuite d'origine italienne, le père Gabriel Malagrida, qui venait de passer trente ans au Brésil – alors une colonie portugaise – à évangéliser les Indiens.

Le père Malagrida interpréta le tremblement de terre (survenant

le jour de la Toussaint) comme étant une punition divine contre l'impiété des gens et il se mit à la tête de processions faites de chants religieux. D'autre part, un puissant ministre du roi du Portugal, le marquis de Pombal, écrivit un petit texte intitulé *Jugement sur la véritable cause du tremblement de terre*, qui expliquait les causes naturelles de la catastrophe.

Mais, il appert aussi que le pouvoir royal soupçonna le père Malagrida avec deux autres jésuites et une partie de la noblesse, d'une tentative de renverser le roi du Portugal!

Si bien que quatre ans plus tard, en 1759, les jésuites furent expulsés du pays de même que du Brésil. Ils furent dénoncés comme étant de faux prophètes, des imposteurs, des hérétiques. Le père Malagrida sera brûlé vif avec quelque 70 autres prétendus conspirateurs deux ans plus tard.

C'est bien pour dire...

Réjean Martin
Trois-Rivières

L'«utopie» de Samson

On a pu récemment revoir à la télé un discours de Camil Samson, ancien chef du Crédit Social. Pour les plus jeunes, sa plateforme électorale tenait à peu de chose: créer la richesse en imprimant des millions et en distribuant 12 000 \$ à chaque famille si je me souviens bien.

À l'époque, les autres partis politiques riaient de lui en disant que c'était une utopie. Pourtant aujourd'hui, Trudeau vient de dépasser les 300 milliards de dollars distribués aux Canadiens.

Samson était-il un visionnaire mal aimé que les grandes banques mondiales ont torpillé ou un politicien qui savait comment sortir sa population de la pauvreté? Ne me répondez pas tout de suite car présentement, on vit son «utopie» et ça ne semble pas fini.

Jean-Noël Béliveau
Trois-Rivières



CARREFOUR DES LECTEURS

Repenser la façon de traiter nos personnes âgées

L'auteure, Caroline Sauriol, est directrice générale des Petits Frères, un organisme qui a pour mission de contrer l'isolement des personnes du grand âge jusqu'à la fin de leur vie.

A lors qu'elles sont les plus touchées et les victimes reconnues de la COVID-19, les personnes âgées ont été au cœur de l'effort collectif du Québec pour contrer la propagation du virus depuis le début du confinement. Cet arrêt brusque et nécessaire de notre société n'a pas été sans conséquence. Nombre de Québécoises et Québécois vivent maintenant dans l'insécurité, concernant leur santé et celle de leurs proches ou leurs inquiétudes financières causées par la réduction de leur temps de travail ou la perte de leur emploi. Des adultes ne peuvent plus voir leurs parents âgés. Certains ne peuvent même pas se rendre à leur chevet pour les saluer une dernière fois. En raison de tous ces sacrifices, la COVID-19 fait énormément de torts aux personnes âgées.

Pour elles, cette pause obligée a des impacts aux multiples visages. Pour se protéger et protéger les autres, plusieurs ont dû renoncer à leur liberté et à leur autonomie



Durant les prochains mois, lorsque la vie reprendra son cours pour la majorité des citoyens, nous serons témoins des traces que cette pandémie aura laissées sur la vie des personnes âgées. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

et se priver parfois des plus petits plaisirs, comme celui d'aller à l'extérieur, mais aussi des plus grands qui font toute la différence dans leur vie, comme celui de serrer leurs enfants et leurs petits-enfants dans leurs bras. Ce confinement aura précipité des pertes cognitives chez des personnes du grand

âge plus vulnérables et dérobé, à certaines, leurs derniers moments puisqu'elles se sont retrouvées isolées jusque dans la mort.

Pour un trop grand nombre de personnes âgées, l'isolement et la précarité faisaient déjà partie de leur quotidien. Avant la COVID-19, 30 % des personnes âgées étaient

à risque de souffrir d'isolement. Depuis, cette statistique ne tient plus la route. Elle a malheureusement crû en des proportions alarmantes. Même si la COVID-19 est déjà une menace pour la santé mentale des plus vulnérables, c'est sur le long terme que nous constaterons l'ampleur réelle des méfaits du confinement sur leur vie: durant les prochains mois, lorsque la vie reprendra son cours pour la majorité des citoyens, nous serons témoins des traces que cette pandémie aura laissées sur la vie des personnes âgées. Nous devons ensemble être présents pour elles, même lorsqu'une certaine normalité aura été retrouvée.

Depuis près de 60 ans, Les Petits Frères ont pour mission de combattre l'isolement des personnes âgées et de limiter ses impacts. En effet, l'isolement aggrave de 60 % les risques de démence et de régression cognitive... et a un coût, d'abord humain, mais également financier et collectif. Aujourd'hui, les personnes âgées sont confinées, certes, mais elles ne devraient pas se sentir isolées. Au contraire, elles méritent affection, soutien moral et réconfort.

En 2020, le Québec compte déjà plus de 600 000 personnes âgées de 75 ans ou plus. Ce nombre devrait

doubler d'ici 20 ans. Nous devons donc réfléchir au-delà de la crise actuelle et repenser la place des personnes du grand âge parmi nous. Les CHSLD constituent la pointe de l'iceberg qui nous émeut et nous choque, mais c'est toute une portion de notre société qui est ainsi marginalisée et laissée de côté, faute de pouvoir faire entendre sa voix. L'isolement, souvent dû à la perte des proches et aux obstacles reliés à des incapacités croissantes, ne fait pas de bruit, ne fait pas les manchettes, mais devrait nous interpeller.

Ces dernières semaines, ce problème s'est transformé en un véritable enjeu de société. Longtemps, nous avons pu détourner le regard de ce phénomène social inacceptable que la pandémie a maintenant mis en lumière. Le déconfinement, cette reprise prévue de l'ensemble de la société, est à nos portes. Il ne faudra pas oublier, cette fois, les personnes âgées. En tant que société, nous ne pouvons plus fermer les yeux. Nous devons poursuivre l'élan de générosité qu'a engendré la crise. Nous devons nous donner les moyens d'enrayer l'isolement des personnes âgées.

Aujourd'hui, nous devons leur promettre que nous ne les oublierons plus.

Un centième anniversaire souligné en confinement

Le 13 avril dernier, Mme Yolande Normand a eu 100 ans. Nous étions privés de visite en ce grand jour: isolement, COVID-19... aucune fête ne peut être célébrée à la résidence Les Marronniers, tout est remis à plus tard...

Mme Normand, pour utiliser son nom de fille, est native de Trois-Rivières et a étudié chez les Ursulines. Elle est l'aînée d'une famille de sept enfants. En me racontant quelques souvenirs, elle m'a exprimé comment ça faisait longtemps qu'elle ne s'était pas rappelé tout ça. Comme l'agréable souvenir d'aller à la «grand-messe» le dimanche à la Cathédrale de Trois-Rivières, seule avec son père, privilège d'être la fille aînée. Pour cette sortie, tout le monde se coiffait et portait les plus beaux habits. Son père payait pour réserver le grand banc de la messe du dimanche. À la sortie de la messe, tout le monde se réunissait pour jaser et faire les salutations d'usage sur le perron de l'église. Son père parlait souvent à Maurice Duplessis, homme politique de l'époque et devenu premier

ministre en 1936.

Mme Normand est une avant-gardiste. Sportive dans l'âme, elle faisait de longues randonnées de vélo comme par exemple en 1940, elle et sa grande amie Françoise Panneton, ont parcouru la distance de Trois-Rivières jusqu'à Rimouski en vélo. Il y avait des sous-marins allemands dans le fleuve, ça ajoute au courage de ces deux jeunes femmes. Elles couchaient dans des cabines (motels) tout au long de leur parcours et mangeaient dans les restaurants.

Tout au long de sa vie, elle a été active et a fait du ski de fond jusqu'à 80 ans, cela explique la démarche assurée que notre centenaire a encore aujourd'hui. Jusqu'à très récemment, elle prenait toujours l'escalier au lieu de l'ascenseur et elle habite au 4^e étage.

Elle s'est mariée en 1944, juste avant la fin de la guerre. De cette union sont nés trois enfants. Deux garçons et une fille. C'est à Shawinigan-Sud qu'ils ont vécu et ont grandi. Mme Normand-Lemay y a élevé ses enfants. Elle est devenue



Yolande Normand a eu 100 ans le 13 avril dernier. — PHOTO COURTOISIE

veuve à 67 ans à la suite de la mort subite de son mari qui, lui, en avait 70. Il était toujours actif professionnellement comme courtier d'assurances. Cette épreuve n'a pas empêché Mme Normand-Lemay de toujours demeurer active en s'impliquant notamment comme bénévole à l'hôpital de Shawinigan comme vendeuse à la boutique

cadeau.

Souvenir de son fils Paul: « Lors de la période des devoirs, notre mère n'allumait jamais la télévision pour ne pas perturber notre étude. Elle s'asseyait pour faire de la lecture et ne pas faire de bruit dans la maison.»

L'émission *Les Berger* faisait partie de la liste des émissions qu'il était

permis d'écouter en famille. Ceci n'est qu'un des souvenirs soulignés ici mais il y en aurait plusieurs à raconter.

En conclusion, pour vivre jusqu'à 100 ans, il faut être déterminé dans la vie. Il ne fait pas oublier que parallèlement à cela il y a une réalité qui porte à réfléchir. Oui, c'est une chance de vivre jusqu'à cet âge avec toute la lucidité que nous nous souhaitons tous mais survivre à toute notre famille, nos bons amis, cela fait beaucoup de deuils à vivre et à surmonter pour se retrouver seule avec nos enfants.

Non, Madame Lemay, le bon Dieu ne vous a pas oubliée. Vous avez à vivre parmi nous encore et ce le plus longtemps que la santé sera au rendez-vous. Nous ferons tout pour vous rendre la vie la plus agréable possible.»

Le plus sincèrement du monde, MERCI de partager notre quotidien à la Résidence Les Marronniers et ce depuis plus de 16 ans.

Guylaine Thibault
Trois-Rivières

Marcher chez soi et donner

La Fondation québécoise du cancer souhaite amasser 150 000 \$



AUDREY TREMBLAY

audrey.tremblay@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La 3^e édition de «La marche du Grand défolement» de la Fondation québécoise du cancer aura bel et bien lieu, mais les gens seront invités à marcher chez eux en raison de la pandémie qui sévit actuellement.

«Nous avons tous besoin de rester motivés, de garder espoir, de savoir que nous ne sommes pas seuls, confinés ou à deux mètres de distance: rassemblons-nous autour d'une cause commune!», souligne

Marco Décelles, directeur général de la Fondation québécoise du cancer. La marche du Grand défolement vise à célébrer le courage des personnes qui traversent ou ont traversé l'épreuve du cancer. Cet événement est à la fois un moment précieux pour célébrer la vie, mais aussi une source de revenus essentiels pour assurer la pérennité des services de la Fondation.

Devant l'incertitude engendrée par la pandémie actuelle, la Fondation n'avait pas d'autres choix que d'être encore plus innovante et créative.

«Comme on n'était pas certain de pouvoir maintenir nos marches, on a organisé une nouvelle formule pour que la marche du grand défolement puisse vivre quand même. Il n'était pas question d'annuler, c'est

un événement signature de la Fondation», explique Laura Henvel, conseillère, communications et relations publiques pour la Fondation québécoise du cancer. C'est pourquoi «La marche de chez toi» a été lancée afin de permettre aux Québécois d'agir dès maintenant depuis le confort de leur foyer ou de leur quartier.

«On invite les gens à s'engager à marcher 30, 60 ou 90 minutes par semaine et à faire un don au profit de la Fondation. Ils peuvent le faire quand ils le veulent jusqu'au 24 octobre. C'est notre date butoir parce que c'est à ce moment il y aura un show virtuel pour tous les participants», souligne Laura Henvel.

«Pour le moment, il n'y a pas de date de rassemblement physique», ajoute-t-elle.

Les gens pourront s'inscrire dans les différentes villes où les marches ont lieu habituellement, soit Trois-Rivières, Gatineau, Granby, Montréal, Québec et Rimouski.

Dans le contexte actuel, l'objectif a été fixé à 150 000 \$ pour cette année. En 2019, plus de 1200 personnes avaient marché aux côtés de la Fondation, amassant un montant impressionnant de plus de 240 000 \$.

«Le ministère de la Santé et des Services sociaux a reconnu et retenu les services de la Fondation québécoise du cancer comme étant essentiels, mais ses revenus sont grandement impactés par la crise, dans un contexte où le cancer, lui, ne prend pas de pause et où les besoins restent immenses. Cette année, 55 600 Québécois recevront un diagnostic de cancer», indique la Fondation.

Il est possible de relever le défi de chez vous dès maintenant en vous inscrivant au lamarchegd.ca

Depuis 40 ans, la Fondation québécoise du cancer consacre les fonds recueillis à soutenir au quotidien les milliers de Québécois atteints d'un cancer et leurs proches.



Concours d'aménagement paysager à Bécancour

KIM ALARIE

kim.alarie@lenouvelliste.qc.ca

BÉCANCOUR — La Ville de Bécancour organise un concours d'aménagement paysager résidentiel qui vise à encourager les résidents à embellir la municipalité de la rive-sud. Tous les propriétaires de résidences unifamiliales ou multifamiliales sont invités à participer en agrémentant leur terrain de végétaux de qualité.

C'est l'équipe horticole de la Ville qui sera chargée de silloner les rues des six secteurs pour

déterminer sept gagnants (deux seront sélectionnés dans le secteur Saint-Grégoire, plus peuplé). Leur visite, qui se fera sans contact et sans arpenter les terrains privés, se fera entre le 11 juillet et le 17 août.

Aucune inscription n'est requise et les gagnants remporteront une affiche à installer sur leur propriété pour souligner leur sélection.

Le jury prendra en considération le choix des végétaux, l'équilibre de l'aménagement, la propreté du terrain et la présence combinée d'arbres, d'arbustes, de plantes vivaces et d'annuelles.

Les jeunes s'ennuient de l'école depuis le début de l'apprentissage à distance

JEAN-BENOIT LEGAULT

La Presse canadienne

MONTRÉAL — Une majorité de jeunes s'ennuient «assez» ou «beaucoup» de l'école depuis que la pandémie de coronavirus les oblige à apprendre à distance, démontre une nouvelle enquête dont les résultats ont été rendus publics jeudi.

L'ennui était particulièrement prononcé chez les participantes à l'étude, puisque 75 % d'entre elles ont dit s'ennuyer de l'école «beaucoup» ou «assez»; ce taux était de 66 % chez les garçons.

Les jeunes qui en sont à leur dernière année du secondaire - ou qui fréquentent le cégep, dans le cas du Québec - étaient les plus susceptibles de ne pas s'ennuyer du tout de l'école.

Soixante-douze pour cent des garçons considèrent qu'ils s'acquittent bien de leurs travaux scolaires à la maison, contre 69 % de filles.

«Mais les jeunes des niveaux plus élevés sont légèrement moins susceptibles de dire qu'ils s'en acquittent correctement», a précisé en conférence de presse la directrice générale adjointe de l'Association d'études canadiennes, Ashley Manuel.

Ces jeunes sont d'ailleurs les plus nombreux à rapporter qu'ils ne consacrent que peu ou pas de temps à leurs études chaque semaine.



L'école manque plus aux filles qu'aux garçons, selon un sondage publié jeudi. — PHOTO PC

Des pourcentages égaux de garçons et de filles indiquent faire leurs leçons plus souvent, aussi souvent ou moins souvent qu'avant la pandémie. Les filles y consacrent toutefois plus d'heures par semaine que les garçons.

IMPACT SUR LA SANTÉ

Quarante-et-un pour cent des participantes et 35 % des participants craignent d'être infectés par le virus; 74 % des filles et 65 % des garçons craignent aussi qu'un membre de leur famille immédiate soit infecté.

Ces craintes sont particulièrement prononcées chez les jeunes immigrants canadiens ou chez ceux qui appartiennent à une

minorité visible. «Il est aussi intéressant de constater que la peur du virus est moins grande chez les jeunes autochtones que chez les jeunes non-autochtones», a dit Mme Manuel.

La moitié des jeunes qui prétendent ne pas du tout avoir peur du virus confient quand même éprouver des difficultés à dormir, un pourcentage qui grimpe graduellement pour atteindre 74 % chez ceux qui ont le plus peur de la maladie.

Les participants au sondage se renseignaient principalement auprès de leurs parents concernant le coronavirus; les réseaux sociaux, la radio/télévision et les informations en ligne suivent, pratiquement sur un pied d'égalité. Les autres membres de la famille et les amis arrivent derniers en tant que sources d'information.

Entre 84 % et 89 % des jeunes ont confié s'être sentis «heureux» ou s'être «ennuyés» depuis le début de la crise. Toutefois, 72 % des jeunes de 15-17 ont aussi confié s'être sentis «tristes», contre 59 % des 12-14 ans.

L'enquête a été réalisée par l'Association d'études canadiennes, la Fondation Vanier pour la famille et Expériences Canada pour examiner l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les jeunes de 12 à 17 ans.

Le sondage a été réalisé en ligne auprès de 1191 jeunes, entre le 29 avril et le 5 mai. Sa marge d'erreur probabiliste est d'environ 3 %.

RÉOUVERTURE DES COMMERCES

Moins de clients, mais ils sont là pour acheter

MONTRÉAL (PC) — Plus de deux semaines après avoir été autorisés à rouvrir leurs portes, les commerçants du Québec – à l'extérieur du grand Montréal – constatent que le déconfinement ne rime pas nécessairement avec un retour immédiat vers «la normalité».

La plupart des détaillants québécois ont été autorisés à rouvrir le 4 mai, pourvu qu'ils aient pignon sur rue et puissent assurer la distanciation physique à l'intérieur du commerce. Les propriétaires de magasins interrogés par La Presse canadienne rapportent des ventes inférieures à la vie d'avant et une baisse de la clientèle. Mais ils soulignent aussi que les clients qui prennent la peine de se déplacer sont là pour acheter.

Georges Dussault, propriétaire d'une boutique d'antiquités dans les Laurentides, affirme que les affaires ont été «très, très calmes». M. Dussault, qui est dans ce secteur depuis 30 ans, admet que son commerce dépend fortement des touristes qui visitent cette région pittoresque au nord de Montréal.

Depuis sa réouverture la semaine dernière, Antiquités La Maison bleue, à Piedmont, n'a vu défiler qu'un à trois clients par jour – et la plupart achètent des articles plus petits tels que des poignées de porte ou des cadres de fenêtres pour des projets de rénovation. Mais c'est mieux que rien, dit-il: au moins, ils achètent quelque chose.

M. Dussault est bien conscient qu'en période d'incertitude, les gens essaient d'économiser plutôt que de faire une folie sur une belle pièce. L'antiquaire a déjà traversé des moments difficiles et il prévoit de survivre à celui-ci, bien qu'il doive peut-être prendre une deuxième hypothèque sur son immeuble, si les choses ne finissent pas par reprendre.

LES CLIENTS ACHÈTENT!

À Sherbrooke, la boutique de vêtements de Kim Paré Gosselin s'en sort un peu mieux: les ventes de Belle et Rebelle atteignent environ 50 % des niveaux d'avant la pandémie, malgré seulement un quart des clients.

Comme le centre-ville de Sherbrooke est déserté des employés de bureau et de la circulation piétonne habituelle, «la plupart des gens viennent parce qu'ils ont besoin de quelque chose»



Le nombre de clients n'est pas élevé dans les magasins de la région depuis la réouverture permise depuis deux semaines.

— PHOTO FRANÇOIS GERVAIS

et certains achètent plusieurs articles, explique Mme Paré Gosselin, dont la boutique propose des vêtements de créateurs québécois et canadiens.

Comme mesures de santé publique, elle limite le nombre de clients dans le magasin et leur demande de se laver les mains à l'entrée. Les vêtements essayés sont nettoyés à la vapeur et mis de côté pendant 24 heures avant d'être remis sur les rayons.

Même si les masques qu'elle a commandés pour elle-même et son personnel ne sont pas encore arrivés, elle assure que commis et clients font preuve de prudence et que «personne ne se sent en danger».

Mme Paré Gosselin s'attend à ce que l'été soit plutôt tranquille, en raison de l'annulation des festivals en Estrie, qui génèrent du trafic, et le report des mariages, qui font vendre des toilettes spéciales. Mais elle souligne quand même que les choses sont bien meilleures que pendant le grand confinement, alors qu'elle ne pouvait vendre qu'en ligne.

PAS BEAUCOUP DE LÈCHE-VITRINE

Stéphane Drouin, directeur général du Conseil québécois du commerce de détail, qui représente

plus de 5000 détaillants, croit que l'expérience de Mme Paré Gosselin est assez représentative de l'industrie. Selon lui, la plupart des détaillants ne connaissent que 30 à 50 % de leur «trafic client» normal, mais les ventes par client sont généralement plus élevées parce que «tous ceux qui viennent sont là pour acheter», pas pour faire du lèche-vitrine.

M. Drouin estime que la plupart des entreprises réalisent entre 50 et 75 pour cent de leurs ventes normales, même si certaines sont plus durement touchées par la crise. Les grandes chaînes semblent souffrir davantage, a-t-il dit, car plusieurs de leurs magasins se trouvent dans des centres commerciaux, qui n'ont pas été autorisés à rouvrir, car ils n'ont pas de porte sur la rue. Les magasins de vêtements éprouvent également plus de difficultés, et les restaurants et bars demeurent fermés.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, quant à elle, a estimé que la moitié des petites entreprises ne sont pas en mesure de payer le loyer de juin sans aide supplémentaire du gouvernement.

La Fédération a demandé un allègement du loyer et un accès élargi aux programmes d'aide gouvernementaux.

D'AUTRES TIRENT LEUR ÉPINGLE DU JEU

Mais toutes les entreprises ne souffrent pas de ces temps difficiles pour le commerce. M. Drouin rappelle que certains détaillants – comme les jardinerie, les quincailleries et les commerces d'équipements de plein air et de chaussures de course – ont vu leurs ventes augmenter.

Les vélos, en particulier, connaissent une période de gloire durant la pandémie, explique Nicholas Mathieu, qui dirige Le Pied sportif, à Magog, en Estrie. Ses ventes sont «exponentielles», dit-il, tellement que les fournisseurs commencent à avoir du mal à répondre à la demande, en particulier pour les vélos électriques et les modèles plus abordables pour les enfants et les familles, qui recherchent des activités à faire près de chez eux.

«Tout le monde veut sortir, tout le monde veut bouger», explique M. Mathieu, qui soutient que certains gros vendeurs ont vu leurs chiffres doubler. Et il s'attend à ce que les chiffres s'améliorent encore maintenant que le gouvernement du Québec a autorisé l'ouverture des parcs provinciaux: il anticipe déjà une forte augmentation de la demande pour les vélos de montagne.

TORONTO
14 884,85

- 112,78

NEW YORK
24 474,12

- 101,78

S&P 500
2948,51

- 23,10

PÉTROLE
\$US 33,92

\$US + 0,43

DOLLAR
€US 71,76

€US - 0,22

EURO
\$CAN 1,5281

¢CAN + 0,27



facebook.com/
lenouvelliste

INTERNET HAUT DÉBIT

60 000 foyers de plus d'ici 2022

1560 foyers pourront en bénéficier en Mauricie

ALAIN GOUPIL
La Tribune

MAGOG — L'arrivée d'Internet à haut débit dans les régions mal desservies va s'accélérer au cours des prochains mois. Québec annonce que 60 000 foyers québécois auront accès à ce type de service.

Pour accélérer le raccordement de tous ces foyers, commerces et entreprises, Québec a décidé de bonifier l'enveloppe initiale de 100 M\$ pour la porter à 150 M\$. Au total, 11 régions sont visées par ces améliorations, parmi lesquelles on retrouve la Capitale-Nationale, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay Lac-Saint-Jean, la Mauricie, la Montérégie et le Centre-du-Québec. En Mauricie, ce sont 1560 foyers qui pourront bénéficier du service.

En négociant cette entente avec les géants des télécommunications, le ministre Fitzgibbon a dit vouloir s'assurer de pouvoir



Le ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon, a choisi Magog pour annoncer un investissement de 150 M \$ dans le déploiement d'Internet haut débit dans plus de 60000 foyers du Québec d'ici 2022. — LA TRIBUNE, FRÉDÉRIC CÔTÉ

«remplir le gruyère» dans le cas des foyers qui se retrouvent dans «un trou» par rapport à leurs voisins.

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation a fait cette annonce jeudi, à Magog, en compagnie du

député d'Orford, Gilles Bélanger, chargé du dossier Internet haute vitesse au sein du gouvernement.

Ce dernier en a d'ailleurs profité pour rappeler les disparités qui existent entre les grands centres

urbains et le milieu rurale, à un moment où la COVID-19 va accélérer le télétravail, les téléconsultations et les services en ligne qui nécessitent une connexion à haut débit.

En 2018, a-t-il souligné, plus de 90 % des ménages québécois avaient accès à Internet haut débit. «Par contre, en région rurale, on tombe à 59,2 %», a souligné le député d'Orford.

Selon le ministre Fitzgibbon, les travaux de raccordement doivent commencer sous peu afin que les 60 000 foyers québécois visés par cet appel de projets soient raccordés au plus tard en juin 2022.

«C'est le premier volet d'un plan de déploiement. Ce qu'on veut, c'est que tous les foyers, les entreprises et les organismes situés un peu partout au Québec puissent avoir accès à des services Internet haut débit», a précisé le ministre Fitzgibbon.

Selon lui, l'arrivée d'Internet haut débit en milieu rural ne devrait pas coûter plus cher qu'en milieu urbain. Au cours des prochaines années, l'accès à Internet haut débit sera rendu plus facile, notamment grâce aux services par satellites.

Une table de coordination réunissant Bell Canada, Télébec, Hydro-Québec et le ministère de l'Économie et de l'Innovation a été formée pour accélérer l'accès aux

infrastructures. Québec entend travailler en collaboration avec le CRTC afin de coordonner efficacement les investissements dans les régions mal desservies.

«Il nous reste encore des choses à négocier pour que la couverture soit vraiment complète, a reconnu M. Fitzgibbon. C'est un début. On est parti à 100 millions, aujourd'hui on ajoute 50 millions. S'il faut ajouter 20 millions, on le fera. Ce qu'on veut, c'est que l'ensemble du territoire soit couvert.»

«En 2020, l'accès à un service Internet haut débit est indispensable à l'essor d'une économie régionale vigoureuse et à la vitalité de nos communautés. D'autant plus que dans un contexte de crise sanitaire comme celui de la COVID-19, une connexion Internet haut débit n'est pas un luxe, mais bien une nécessité. Le numérique est essentiel pour communiquer, s'informer, innover, apprendre, développer des affaires et bâtir des collectivités fortes. Il va sans dire que les projets retenus ont le potentiel de donner un nouveau souffle à toute la région de la Mauricie en contribuant à son rayonnement et à son attractivité», a indiqué le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie, Jean Boulet,

Avec Le Nouvelliste

REMBOURSEMENT POUR LES VOLS ANNULÉS

Ottawa cherche des pistes de solutions

CATHERINE LÉVESQUE
La Presse canadienne

Ottawa cherche des pistes de solutions afin de s'assurer que les transporteurs aériens respectent les consommateurs qui s'estiment floués avec l'annulation de leur vol et qui demandent un remboursement.

Questionné à ce sujet, jeudi matin, le premier ministre Justin Trudeau a dit que son gouvernement allait travailler avec les compagnies aériennes et les groupes de Canadiens préoccupés par cet enjeu.

«On entend ces préoccupations des Canadiens qui veulent ravoire leur argent, mais qui veulent aussi qu'on ait une industrie aérienne dans l'avenir dont on va avoir besoin et trouver ce juste équilibre va être très important», a-t-il dit.

M. Trudeau a ajouté que le

Canada était en train de regarder ce que d'autres pays ont déjà fait pour dédommager les clients dont les vols ont été annulés. Les États-Unis ou l'Union européenne, par exemple, prévoient le remboursement des passagers.

Selon Paul Cérat, porte-parole de l'Union des consommateurs, le transporteur aérien est dans l'obligation de rembourser le consommateur pour un service non rendu en vertu des lois québécoises.

L'Office des transports du Canada a pour sa part déclaré, en début de pandémie, qu'un crédit voyage bon pour 24 mois devrait suffire.

M. Cérat explique que cette mesure n'est pas illégale en soi. «Les compagnies ont le droit de le faire. Par contre, elles n'ont pas le droit de l'imposer», nuance-t-il.

Le mouvement pour demander aux transporteurs aériens canadiens de rembourser les clients prend de l'ampleur.

Le groupe Option consommateurs a lancé une pétition parrainée par le député bloquiste Xavier Barsalou-Duval qui avait déjà récolté plus de 15 000 signatures jeudi en fin d'après-midi.

La pétition stipule que de «nombreux consommateurs vivent présentement une situation financière difficile en raison d'une diminution de revenus ou d'une perte d'emploi liée à la pandémie».

Elle ajoute que bon nombre d'entre eux ne pourront pas utiliser les crédits de voyage dans les délais imposés par les transporteurs aériens en raison de difficultés financières ou des risques liés à la COVID-19.

Les signataires demandent l'intervention du gouvernement canadien pour ordonner aux compagnies aériennes et autres transporteurs sous juridiction fédérale d'accorder un remboursement pour les voyages annulés.

Jusqu'à maintenant, les ministres fédéraux disaient comprendre la frustration des consommateurs, mais vouloir s'assurer de la viabilité du secteur même après la pandémie. Ils ne s'étaient pas encore avancés sur une solution évoquée par le premier ministre.

Jeudi, le président du Conseil du trésor, Jean-Yves Duclos, a déclaré que les entreprises aériennes allaient être jugées selon leurs actions.

«On s'attend à ce que les compagnies aériennes fassent tout ce qu'elles peuvent et tout ce qu'elles doivent faire pour traiter leurs clients avec respect, dans l'optique évidemment que si ces compagnies veulent se relancer une fois la crise passée, elles auront besoin de clients», a-t-il dit.

En parallèle, M. Duclos a fait valoir que le gouvernement fédéral offre des modalités de liquidités pour aider ces industries

à traverser la crise. Et c'est sans compter le coût des billets des vols annulés.

Selon le rapport de gestion d'Air Canada, en date du 31 mars, l'entreprise avait perçu 2,61 milliards \$ en billets payés d'avance. Du côté de Transat, en date du 31 janvier, cette somme était d'environ 810 millions \$.

L'Union des consommateurs croit que les transporteurs aériens pourraient envisager une autre piste de solution pour garder leurs liquidités tout en faisant plaisir à leurs clients.

«Compte tenu de la grogne des consommateurs, (...) il semblerait que l'offre de crédit ne convient pas. Donc il faudrait peut-être que les compagnies aériennes soit acceptent de rembourser en espèces, comme c'est le cas ailleurs dans le monde, ou alors pensent à bonifier leur crédit», suggère M. Cérat.



Après deux mois de paralysie des activités officielles dans le monde des arts et de la culture, *Le Nouvelliste* a pu discuter avec divers intervenants de la région parmi les plus touchés par la crise: des diffuseurs, des représentants des institutions muséales et des artistes. Ils nous font part de leurs réflexions sur la situation actuelle dans une série de textes.



LA CRISE ET... LES DIFFUSEURS (2)

Demeurer pertinent



FRANÇOIS HOUDE
francois.houde@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Les diffuseurs ont des liens entre eux qui leur permettent de déterminer des enjeux communs et de mieux faire entendre leur voix auprès des décideurs. La variété de leurs situations constitue cependant une barrière. «Au fil du temps, explique Mélanie Brisebois, il se développe des liens avec ceux qui ont des réalités similaires et on partage beaucoup d'information entre nous. Ici, à Culture Trois-Rivières, on fait partie d'un réseau de salles dans le territoire central de la province, on est aussi dans un autre réseau regroupant les plus grosses salles au Québec et, évidemment, on fait partie de RIDEAU qui regroupe l'ensemble des diffuseurs. C'est surtout à travers ce dernier regroupement qu'on peut le mieux faire connaître nos préoccupations. Ils nous sondent, d'ailleurs, pour connaître nos besoins et ils sont en constant contact avec le gouvernement pour faire valoir nos demandes.»

«On ne peut pas dire que les gouvernements ne soient pas à l'écoute. Par exemple, on avait demandé à ce que la Prestation canadienne d'urgence soit prolongée dans sa durée et ça a été fait. Je ne dis pas que ça ne tient qu'à nous, mais pour nous, ça a un gros impact.»

«Le gouvernement nous écoute mais je pense qu'ils ont bien d'autres choses à faire présentement que de donner au monde de la culture des indications claires quant à la réouverture des salles de spectacle», convient Bryan Perreault.

Les hautes instances insistent sur le fait qu'il faut réinventer la culture selon de nouveaux paramètres. Nos deux intervenants régionaux en conviennent volontiers mais nuancent la notion. «Les représentations théâtrales existent depuis l'Antiquité et je ne pense



— PHOTO STÉPHANE LESSARD

«Je crois que fondamentalement, notre industrie est saine malgré la situation que nous vivons. Les gens demeurent très attachés à nos lieux de diffusion et ils ont plus que jamais le goût de vivre une expérience commune de divertissement.»

— Mélanie Brisebois

pas qu'on puisse les réinventer en six mois, dit le Shawiniganais. Ce qu'il faut faire, c'est se reconstruire en attendant que les activités reprennent mais on n'a pas besoin de transformer fondamentalement les arts de la scène.»

«On assiste à des initiatives qui expriment cette réinvention. On voit des artistes qui font des spectacles payants sur Internet et c'est très bien mais je demeure convaincu que ça ne remplacera pas le spectacle vivant. Ces initiatives ne constituent pas le nouveau modèle qu'il faut suivre à tout prix.»

«La pensée évolue constamment, constate Mélanie Brisebois. Au début de la crise, on entendait qu'il



Bryan Perreault — PHOTO: SYLVAIN MAYER

«Les représentations théâtrales existent depuis l'Antiquité et je ne pense pas qu'on puisse les réinventer en six mois. Ce qu'il faut faire, c'est se reconstruire en attendant que les activités reprennent mais on n'a pas besoin de transformer fondamentalement les arts de la scène.»

— Bryan Perreault

fallait tout annuler et qu'on s'en allait inexorablement vers la gratuité pour la culture via Internet. Le point de vue a déjà changé depuis. On voit des tendances apparaître, puis elles s'effacent. C'était déjà le cas avant la crise: il y a quelques années, on ne jurait que par les spectacles à grand déploiement dans de grandes salles, puis, il y a eu un retour vers la simplicité dans de petites salles intimes comme le Magasin Général Le Brun. La question, c'est de savoir comment nous, diffuseurs, on peut rester vivants à travers ces fluctuations-là.»

«C'est bien que des artistes

prennent des initiatives pour transmettre leur art mais le rôle du diffuseur, c'est de faire le lien entre l'artiste et le public et la crise nous amène à réfléchir à la façon de démontrer notre pertinence dans ces circonstances particulières. C'est un travail quotidien très exigeant et qui va demeurer.»

Bryan Perreault va plus loin. «Ce qu'il faut réinventer, croit-il, c'est le statut de l'artiste. Quelle est sa place dans la société et comment peut-on le soutenir? Il nous faut mettre en place des structures qui vont faire en sorte que l'artiste puisse continuer de pratiquer son art même quand des crises viennent nous déstabiliser.»

Pour ce qui est de l'importance de la culture dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons, Perreault estime qu'elle va s'imposer d'ici la fin de l'été. «Quand le tourisme et la restauration auront affronté un été difficile, c'est là qu'on va s'apercevoir à quel point la culture est un moteur économique fondamental, intimement lié à d'autres secteurs. Ça représente quand même 4 % de notre PIB: c'est un immense pan de notre économie. Sans la culture, nous serions bien pauvres mentalement mais tout aussi pauvres économiquement.»

Sa collègue trifluvienne ne pourrait être plus en accord. «Notre industrie, puisque c'en est une et extrêmement importante, génère énormément d'argent et d'emplois. Dans une estimation qui n'allait que jusqu'au 1^{er} mai dernier, RIDEAU a estimé que les pertes encourues dans le monde du spectacle québécois depuis le confinement représentaient 17 millions \$. Là-dessus, c'est 9 millions \$ qui auraient dû aller dans les poches des producteurs et des artistes.»

«Je crois que fondamentalement, notre industrie est saine malgré la situation que nous vivons. Les gens demeurent très attachés à nos lieux de diffusion et ils ont plus que jamais le goût de vivre une expérience commune de divertissement.»

Il ne manque plus, en somme, qu'une consigne claire quant au moment du retour des spectacles et aux conditions dans lesquelles ils seront présentés.

PRIX LITTÉRAIRE DES COLLÉGIENS

Naomi Fontaine remporte pour *Shumi*

ÉRIC MOREAULT

Le Soleil

Le confinement dû à la pandémie de COVID-19 n'a pas empêché quelque 800 étudiants de poursuivre leurs débats et de décerner le Prix littéraire des collégiens à Naomi Fontaine pour *Shumi*.

On a annoncé la récompense jeudi en toute discrétion sur les réseaux sociaux par l'entremise d'une courte vidéo. La résidente d'Uashat, près de Sept-Îles, s'est dite touchée.

«Je vous remercie du fond du cœur. À tous les jeunes, les cégépiens qui ont voté, qui ont participé, à la lecture et aux débats, ça me touche parce que ça montre vers où on s'en



L'auteure Naomi Fontaine — PHOTO: LA PRESSE

va, vers toute cette ouverture, cette amitié qui est possible entre nous et vous.»

Les votants ont aimé «son côté dénonciateur qui réussit à briser de nombreux tabous» ainsi que «les personnages colorés aux multiples facettes».

Le livre prend la forme d'une longue lettre à Shumi, une Québécoise venue dans sa communauté pour aider les Innus.

L'écrivaine de *Kuessipan* y évoque sa famille, son fils, mais aussi l'histoire et les souffrances des siens.

Les quatre autres œuvres finalistes étaient *Suzanne Travolta* d'Élisabeth Benoit, *Les offrandes* de Louis Carmain, *L'évasion d'Arthur ou la Commune d'Hochelaga* de Simon Leduc et *Ouvrir son cœur* d'Alexie Morin.

Une cérémonie double pour les prix Iris le 10 juin

ÉRIC MOREAULT

Le Soleil

Personne ne pourra accuser Québec cinéma ne pas avoir fait preuve d'imagination pour le gala des Iris. Puisque la cérémonie célébrant l'excellence dans notre cinéma ne peut se tenir en public, on a imaginé, pour le 10 juin, une cérémonie en deux temps.

La majorité des prix seront d'abord remis dans le cadre d'une diffusion sur le web alors que les gagnants des quatre catégories principales seront accueillis sur le plateau de *Bonsoir, Bonsoir!*

Les lauréats des meilleurs interprétations masculines et féminines, ainsi que ceux des prix du public et meilleur film seront donc plébiscités en direct de l'émission



Lors de la cérémonie des Iris, il se pourrait qu'Andrée Lachapelle reçoive une récompense posthume pour son rôle dans *Il pleuvait des oiseaux*.

animée par Jean-Philippe Wauthier sur les ondes d'Ici Télé (et sur Ici tou.tv).

Il se pourrait bien qu'Andrée

Lachapelle reçoive une récompense posthume pour sa magnifique composition dans *Il pleuvait des oiseaux*.

Dans la catégorie de la meilleure actrice, la regrettée interprète se retrouve toutefois en lice avec Anne-Élisabeth Bossé, fabuleuse dans *La femme de mon frère*. Anne Dorval (*14 jours 12 nuits*), Léane Labrèche-Dor (*Le rire*) et Noémie O'Farrell (*Fabuleuses*) font aussi partie de la course.

Du côté des acteurs masculins, difficile de déterminer qui sera couronné puisque chacun livre d'inoubliables interprétations : Marc-André Grondin (*Mafia Inc*); Patrick Hivon (*La femme de mon frère*); Niels Schneider (*Sympathie pour le diable*); Gilbert Sicotte (*Il pleuvait des oiseaux*) ainsi que Robin Aubert (*Jeune Juliette*).

Relance du milieu culturel: les musiciens souhaitent être fixés

MONTREAL (PC) — Concerts, tournées et festivals subitement annulés: la Guilde des musiciens et musiciennes du Québec rappelle que ses membres ont été frappés là où ça fait mal, tandis que le plan de relance du milieu culturel se fait toujours attendre.

Bon nombre de musiciens professionnels joignent les deux bouts grâce à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sans compensation pour leurs engagements annulés durant l'une des périodes les plus lucratives de l'année, souligne le président de la Guilde, Luc Fortin.

L'association estime que ses quelque 3200 membres auront été privés d'au moins 4 millions \$ en cachets d'ici la fin du mois de juillet, puisque pas moins de 85 % de leurs activités professionnelles se passent normalement sur scène.

«Le couperet est tombé à la mi-mars, quand il reste à peu près deux mois de saison pour les orchestres symphoniques, expose-t-il. Du point de vue de la musique pop et rock, ce sont tous les grands festivals qui s'en venaient. L'été, il y a beaucoup de projets de tournée en régions.»

Et malgré un déconfinement bien entamé, l'industrie du spectacle, parmi les premières affectées par la crise sanitaire, n'est pas encore fixée quant à la reprise graduelle de ses activités.

La musique pourrait pourtant facilement reprendre ses droits dans les salles de répétition et les studios d'enregistrement, dans le respect des directives de santé publique, fait valoir M. Fortin.

Dans ses recommandations transmises à la ministre québécoise de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, la Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ) propose notamment de miser sur des captations pour rediffusion sur le web.

Même si l'expérience «live» est selon lui irremplaçable «autant pour le public que pour les artistes», M. Fortin estime que bien des mélomanes seraient prêts à délier les cordons de leur bourse pour un enregistrement de qualité.

Ce virage numérique pourrait également se poursuivre au-delà de la pandémie comme «valeur ajoutée» au spectacle vivant, souligne-t-on, dans un souci de démocratisation de la culture et de bonification de l'offre en régions éloignées.

Télé-Québec pourrait également être mis à contribution, suggère-t-on.

Mais ceci ne doit pas venir «remplacer à rabais ce qui se fait sur scène», s'inquiète M. Fortin, en rappelant une revendication de longue date de la GMMQ pour une juste rémunération de la part des grandes plateformes en ligne telles que Spotify et Apple Play Music.

La GMMQ urge également les gouvernements québécois et canadien à prolonger et créer de nouvelles formes d'aide financière d'urgence afin de permettre aux artistes de traverser la crise.

«Il y a le danger qu'on perde des effectifs en chemin», prévient Luc Fortin.

«Ce serait une grosse perte.»

Bill Clinton et James Patterson sortiront un nouveau roman policier en 2021

NEW YORK (AFP) — L'ex-président américain Bill Clinton, 73 ans, va sortir en 2021 un nouveau roman policier, *The President's Daughter* (*La fille du président*), coécrit avec l'auteur James Patterson, avec lequel il avait déjà collaboré pour *Le président a disparu*.

«Travailler avec Bill Clinton est une des réussites de ma carrière et je suis ravi de pouvoir travailler avec lui à nouveau. Je suis heureux d'annoncer notre deuxième roman, *The President's daughter*, et nous avons hâte de le proposer aux lecteurs», a tweeté jeudi James Patterson.

L'auteur à succès avait co-signé en 2018 avec l'ancien président démocrate *The President is missing* (*Le président a disparu*), dont l'intrigue tournait autour d'un cyberterroriste attaquant la Maison-Blanche.

Vendu à plus de trois millions d'exemplaires, ce roman doit être bientôt adapté en série télévisée avec en vedette David Oyelowo, selon le site internet de l'éditeur.

Leur nouvel ouvrage, publié par les maisons Knopf et Little, Brown, doit sortir en juin 2021, et traitera d'une menace de kidnapping sur

la fille d'un ex-président, selon un résumé des éditeurs. On ignore si Bill Clinton s'est inspiré de sa fille unique, Chelsea, elle-même auteure de plusieurs livres pour enfants.

«Je n'aurais jamais imaginé écrire un livre avec un maître du récit comme Jim, et encore moins deux», a déclaré Bill Clinton, dans un communiqué des éditeurs, cité par des médias américains.

«Je crois que les lecteurs auront plaisir à lire *The President's Daughter* comme j'ai eu plaisir à travailler dessus.»

JOUEUR PAR EXCELLENCE DE LA LHJMQ

Lafrenière couronné pour une 2^e année de suite

ALEXIS BÉLANGER-CHAMPAGNE
La Presse canadienne

Alexis Lafrenière n'est pas très à l'aise quand il est comparé à Sidney Crosby, préférant forger sa propre identité.

Cependant, les deux joueurs ayant évolué pour l'Océanic de Rimouski seront toujours associés l'un à l'autre en tant que seuls joueurs de l'histoire de la Ligue de hockey junior majeur du Québec à avoir remporté deux saisons d'affilée le trophée Michel-Brière, remis au joueur par excellence du circuit.

Lafrenière, qui est pressenti comme le meilleur espoir disponible lors du prochain repêchage de la LNH, a reçu cet honneur jeudi. Crosby a annoncé la nouvelle dans une vidéo publiée par la LHJMQ. «C'est une de mes idoles. C'est un des joueurs que je regardais en grandissant. Que ce soit lui qui ait fait l'annonce, ça rend l'honneur un peu plus spécial», a admis Lafrenière lors d'une vidéoconférence.

Les autres finalistes pour l'obtention du trophée Michel-Brière étaient les attaquants Félix Robert, du Phoenix de Sherbrooke, et Xavier Simoneau, des Voltigeurs de Drummondville.

Lafrenière a inscrit 112 points, dont 35 buts, en 52 rencontres à sa troisième campagne dans la LHJMQ. Seulement Marco Rossi, des 67's d'Ottawa, a fait mieux au niveau junior majeur canadien avec 120 points en 56 parties.

La saison précédente, Lafrenière



Alexis Lafrenière a dominé la LHJMQ et il a été logiquement nommé, jeudi, joueur par excellence du circuit Courteau pour la dernière année. — PHOTO OLIVIER CROTEAU

avait amassé 105 points, dont 37 buts, en 61 matchs, et il avait aussi reçu le trophée Michel-Brière.

Lors de son séjour dans la LHJMQ de 2003 à 2005, Crosby avait connu des campagnes de 135 points en 59 matchs et 168 points en 62 matchs. «Il est l'un des très grands joueurs non seulement de la LHJMQ, mais aussi de la LNH, a dit Lafrenière au sujet de Crosby, qu'il a rencontré lors du retrait du chandail no 87 au Colisée de Rimouski en septembre dernier. C'est un bel honneur de me retrouver dans la même catégorie que lui.

«Il est un joueur exceptionnel et il continue de le prouver année après année. Moi, mon but est de franchir une autre étape, de continuer à avoir du succès. Je veux continuer à travailler fort et à essayer

de m'améliorer chaque jour.»

Lafrenière aurait bien aimé faire comme Crosby et guider l'Océanic jusqu'au tournoi de la Coupe Memorial. Ses plans ont toutefois été sabotés par la pandémie de la COVID-19. L'Océanic occupait le quatrième rang de l'Association de l'Est avec un dossier de 38-18-8 quand la campagne a été interrompue le 12 mars. «Avec l'équipe que nous avons, nous croyions en nos chances, a affirmé Lafrenière. Nous ne saurons jamais jusqu'où nous serions rendus, et ça ajoute à la déception de ne pas avoir eu la chance de jouer les séries.»

Cet hiver, Lafrenière a également aidé le Canada à remporter l'or au Championnat du monde de hockey junior, étant nommé joueur par excellence de l'événement. Il a récolté 10 points

en cinq rencontres au cours du tournoi disputé en République tchèque.

Crosby, qui a gagné l'or au Mondial junior avec le Canada en 2005, n'avait toutefois pas été nommé joueur par excellence. Patrice Bergeron avait plutôt reçu cet honneur.

SEREIN DANS L'INCERTITUDE

Quant à l'incertitude provoquée par la pandémie sur le déroulement du repêchage de la LNH et ses préparatifs pour la prochaine saison, Lafrenière ne s'en fait pas trop avec ça. «Ma famille, mes amis et moi attendons tous le repêchage depuis longtemps. Nous ne savons pas trop ce qui va arriver. Nous sommes dans l'inconnu, mais je reste patient», a indiqué Lafrenière.

Avec le déconfinement en cours à travers le Québec, Lafrenière a tout de même hâte de pouvoir sauter à nouveau sur une patinoire en compagnie notamment de Nathan Légaré et Samuel Poulin, deux espoirs des Penguins de Pittsburgh. «Nous nous mettons au défi, nous nous poussons à donner le meilleur de nous-mêmes, a noté Lafrenière. Si le déconfinement nous le permet, nous serons très contents de pouvoir nous entraîner ensemble.»

Lafrenière, qui mesure six pieds un pouce, a indiqué qu'il pesait maintenant environ 195 livres. Il n'a pas pour objectif de prendre nécessairement du poids pendant l'été, mais souhaite plutôt travailler sur sa force, particulièrement celle de ses jambes, afin d'être plus explosif.

JOUEUR PAR EXCELLENCE DE L'OHL

L'année de Marco Rossi

TORONTO (PC) — L'attaquant des 67's d'Ottawa, Marco Rossi, a été nommé le joueur par excellence de la Ligue de hockey junior de l'Ontario.

Le joueur de centre originaire d'Autriche a dominé la colonne des marqueurs des trois circuits qui sont chapeautés par la Ligue canadienne de hockey, avec 39 buts et 81 mentions d'assistance en seulement 53 parties.

La saison des 67's, qui sont dirigés par l'entraîneur-chef André Tourigny, a cependant pris fin de manière soudaine à cause de la pandémie du

coronavirus.

Rossi, l'un des principaux espoirs de la prochaine séance de repêchage de la LNH en compagnie du Québécois Alexis Lafrenière, est devenu le meilleur marqueur européen de l'histoire des 67's avec 68 buts et 117 mentions d'aide en deux saisons dans la capitale fédérale.

Le hockeyeur âgé de 18 ans est devenu le huitième joueur de l'histoire des 67's à mériter cet honneur - le trophée Red Tilson -, et le premier depuis l'ex-espoir du Canadien de Montréal Corey Locke en 2003-04.

Le trophée porte le nom d'Albert

«Red» Tilson, un ex-joueur des Generals d'Oshawa qui a été tué pendant la Deuxième guerre mondiale.

«J'aimerais honorer la mémoire de M. Albert Tilson, qui est mort au combat en Europe pendant la Deuxième guerre mondiale. Un vrai héros, a déclaré Rossi par voie de communiqué. En ces temps de pandémie, j'aimerais saluer le travail des hommes, des femmes, des médecins et des infirmières qui risquent leur vie pour nous tous sur cette planète. Ce sont de véritables héros, tout comme M. Tilson.»



Marco Rossi — PHOTO PC

Après Jordan, ESPN va faire une série-documentaire sur Tom Brady

LOS ANGELES (AFP) — Surfant sur l'énorme succès de *The Last Dance* consacré à la dynastie des Bulls de Michael Jordan, la chaîne ESPN a annoncé jeudi qu'elle mettait en chantier une autre série-documentaire sur la star du football américain Tom Brady, sextuple vainqueur du Super Bowl.

Man In the Arena - Tom Brady (L'homme dans l'arène - Tom Brady) sera diffusé en 2021, a précisé ESPN dont l'annonce survient quatre jours après le 10^e et dernier chapitre de *The Last Dance*, qui a battu

le record d'audience de la chaîne pour un documentaire, avec en moyenne 5,9 millions de téléspectateurs.

Décliné en neuf épisodes, le documentaire racontera les 20 saisons passées par Brady au sein des Patriots de la Nouvelle-Angleterre, avec lesquels il a remporté six fois le Super Bowl en neuf finales disputées.

Le quart-arrière qui poursuit désormais sa carrière, à 42 ans, avec les Buccaneers de Tampa Bay, co-produira le documentaire réalisé par Gotham Chopra.

«Grâce à la série, nous définirons les moments clés et les défis qui étaient apparemment insurmontables, mais grâce au travail acharné et à la persévérance, ils sont devenus des triomphes définissant une carrière, à la fois dans la victoire et la défaite», a déclaré Brady.

Ce dernier sera également à l'honneur d'une autre série-documentaire en sept parties produite par Apple TV Plus qui la diffusera sur sa plateforme à compter du 10 juillet.

Greatness Code mettra en lumière des

histoires peu connues et des moments charnières qui ont défini la carrière de grands athlètes, afin de mieux expliquer pourquoi ils sont devenus les meilleurs dans leur discipline.

Outre Brady, la superstar de la NBA LeBron James, l'homme le plus rapide du monde Usain Bolt, la nageuse quintuple championne olympique Katie Ledecky, la légende du surf Kelly Slater, la double championne du monde de foot Alex Morgan, et le roi du snowboard Shaun White feront ainsi chacun l'objet d'un épisode.

JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO

Comment s'adapter à la COVID-19?

STEPHEN WADE
The Associated Press

TOKYO — Le directeur des opérations du comité organisateur des Jeux olympiques de Tokyo, Toshio Muto, a discuté jeudi de la nécessité d'adopter des «contre-mesures» pour lutter contre le coronavirus lors de la manifestation sportive planétaire de l'an prochain.

Mais quelles seront ces mesures? Muto a admis qu'il y a présentement des discussions à propos de la possibilité de présenter les Jeux olympiques de Tokyo de 2021 à huis clos, mais n'a pas précisé si cette suggestion est vraiment envisageable.

Le dirigeant japonais a émis ces commentaires dans le cadre d'un entretien à la BBC, au cours duquel le président du CIO, Thomas Bach, a déclaré que les JO sans



Les Jeux de Tokyo seront-ils présentés à huis-clos? Cette possibilité n'a pas été écartée. — PHOTO AP

spectateurs «n'est pas ce que nous voulons».

Bach n'a cependant pas écarté cette possibilité et ajouté qu'une

telle décision prendra du temps avant d'être prise.

«Par rapport aux remarques du président Bach, a dit Muto par

l'entremise d'un interprète lors d'une conférence de presse en ligne, plusieurs personnes au Japon croient qu'ils (les JO) doivent se dérouler à huis clos. Cependant, nous sommes conscients qu'il nous reste encore plus d'un an avant leur tenue. Et nous estimons qu'il est encore trop tôt pour commencer à discuter de cette possibilité.»

Les JO de Tokyo ont été reportés il y a deux mois, et doivent maintenant commencer le 23 juillet 2021. Avec 14 mois à écouler avant la cérémonie d'ouverture, le CIO et le comité organisateur japonais n'ont toujours pas expliqué comment ils comptent présenter les JO en dépit de la pandémie mondiale de la COVID-19 et les restrictions relatives aux voyages.

Est-ce que les 11 000 athlètes olympiques et 4400 athlètes paralympiques devront se placer en quarantaine? Que faire avec les

milliers d'employés de soutien, les responsables techniques, les télédiffuseurs et les autres membres des médias? Et avec les spectateurs des quatre coins du monde qui ont acheté des millions de billets pour assister aux compétitions?

Il se peut qu'entre-temps un vaccin soit développé, mais sera-t-il prêt à temps? Et est-ce que de jeunes athlètes, en pleine forme, devraient être prioritaires?

«Évidemment, nous sommes conscients qu'il faudra adopter des contre-mesures pour lutter contre la COVID-19 lors de la présentation des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo l'an prochain, a noté Muto. C'est tout ce que nous pouvons dire en ce moment. Si vous avez des questions spécifiques par rapport aux mesures sur lesquelles nous travaillons, alors sachez que nous ne pouvons y répondre en ce moment.»

Les Alouettes sont encouragés par les propos du commissaire Ambrosie

MONTREAL (PC) — Ce n'est pas coulé dans le béton, mais c'est tout de même encourageant. C'est un peu de cette façon qu'on peut résumer la réaction des Alouettes de Montréal aux propos de Randy Ambrosie.

Le commissaire de la Ligue canadienne de football a déclaré mercredi que si les activités pouvaient reprendre, la saison ne s'amorcerait pas avant le 1^{er} septembre. «C'est ce qui est le plus réaliste au moment où l'on se parle, a déclaré le président des Alouettes, Mario Cecchini, au cours d'un entretien avec La Presse canadienne. C'est une date qui a fait l'objet de bonnes discussions au sein des gouverneurs de la ligue.

«Qu'on le veuille ou non, pour certaines villes, dont Montréal, c'était impossible de reprendre nos activités cet été. Les autorités de

santé publique ne voulaient rien entendre.»

Ce scénario verrait alors une saison écourtée disputée en septembre, octobre et novembre et le match de la Coupe Grey serait disputé en décembre.

Mais attention: il ne s'agit pas d'une promesse et la saison 2020 pourrait toujours être rayée de la carte. «Le commissaire a été bien clair là-dessus et ça dépendra des autorités, a ajouté Cecchini. Il faudra voir comment ça ira au cours des prochaines semaines.»

«C'est clair que notre situation est liée à ce qui s'en vient. Quand le premier ministre (François) Legault, le Dr (Horacio) Arruda (directeur national de la santé publique) et Mme (Danielle) McCann (ministre de la Santé) nous demandent de suivre certaines règles, il faut écouter

pour tous les commerces et les entreprises de Montréal, mais aussi pour les Alouettes.»

Le commissaire Ambrosie a également annoncé mercredi que la grande finale du football canadien pourrait ne pas avoir lieu comme prévu à Regina, en Saskatchewan, et que toutes les festivités entourant la Coupe Grey, si elle devait avoir lieu, sont annulées.

La finale se déroulera plutôt au domicile du finaliste ayant obtenu la meilleure fiche en saison régulière.

Au sujet d'une possible présentation d'un match de la Coupe Grey à Montréal en décembre, Cecchini promet que les Alouettes seront prêts. «Selon les conditions sanitaires, il y a deux stades sur lesquels on peut compter: Percival-Molson et le Stade olympique, a-t-il rappelé. Comptez sur moi, on va être prêt.»

Le Rocket s'entend avec l'ex-Cataractes Yannick Veilleux

LAVAL, Qc — Le Rocket de Laval s'est entendu pour une saison avec l'attaquant Yannick Veilleux.

Veilleux a rejoint les rangs du Rocket le 19 décembre 2019 après avoir paraphé un contrat d'essai professionnel avec l'équipe. En 26 rencontres dans l'uniforme lavallois, Veilleux a récolté 20 points, dont 12 buts, en plus de maintenir un différentiel de plus-6 et de servir 21 minutes de pénalité.

L'ailier âgé de 27 ans en était à son deuxième séjour avec le Rocket, après avoir évolué avec l'équipe lors de sa saison inaugurale en 2017-18.

En 329 matchs de saison régulière dans l'AHL avec les Rivermen de Peoria, les Wolves de Chicago, les IceCaps de

Saint-Jean, à Terre-Neuve-et-Labrador, et le Rocket, Veilleux a récolté 45 buts et 46 passes. Le robuste ailier originaire de Saint-Hippolyte a également purgé un total de 389 minutes de pénalité durant ses années dans l'AHL.

Avant de faire le saut chez les professionnels, Veilleux a complété un stage junior de quatre saisons avec les Cataractes de Shawinigan et les Wildcats de Moncton dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec, totalisant 83 buts et 105 passes en 247 rencontres.

Il a remporté la coupe Memorial avec les Cataractes lors de la saison 2011-12.

Veilleux a été un choix de quatrième tour, 102^e au total, des Blues de St. Louis au repêchage de 2011.